

LE STATUT DES CHINOIS EN INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 22 Mai 1939, à 14 heures

PAR

CHIEU NGUYEN HUY

MEMBRES DU JURY :

Président : M. G. GIDEL, Professeur.

Suffragants { M. SOLUS, Professeur.
M. ESCARRA, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

1939

LE STATUT DES CHINOIS

EN INDOCHINE

LE STATUT DES CHINOIS EN INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 22 Mai 1939, à 14 heures

PAR

CHIEU NGUYEN HUY

MEMBRES DU JURY :

Président : M. G. GIDEL, Professeur.

Suffragants { M. SOLUS, Professeur.
M. ESCARRA, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES BIEN CHERS PARENTS.

A MES FRERES ET SŒURS.

A MES EMINENTS PROFESSEURS.

avec mes sentiments affectueux et ma
reconnaissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552422_0058

INTRODUCTION

La question épineuse qui fait l'objet de cette étude est le statut des Chinois en Indochine. Jusqu'à la Convention de 1930, ils sont considérés comme des indigènes, et, comme eux, sont soumis à des impôts qui, en général, sont moins lourds que ceux des autres étrangers. Ils ont le droit d'acheter des immeubles en Indochine, ce qui n'est pas permis aux autres étrangers. Par contre, ils sont soumis, ce qui était d'ailleurs juste, à la justice indigène. Depuis la Convention de 1930, ratifiée en 1935, ils sont justiciables des Tribunaux français. Ils ont des consulats dans les grandes villes, notamment à Hanoi, Haiphong et Saigon. Ils ont, en un mot, à peu près les mêmes privilèges que les Français en Indochine, et, vu leur nombre, 325.000 contre 30.711 Français, se répartissant :

	(Chinois)	(Français)
Annam	10.650	3.532
Cambodge	105.700	2.023
Cochinchine	170.700	12.835
Laos	3.200	499
Tonkin	35.550	11.822

on pourrait se demander si l'Indochine est une colonie chinoise ou une colonie française.

Mais avant d'aborder notre question, étudions d'abord la Convention de 1930 dont personne n'a conçu la gravité, même ceux qui ont soutenu la motion. Aucun rapporteur

ou orateur n'a insisté sur ce fait capital que les Chinois allaient cesser d'être des asiatiques assimilés aux indigènes. Les rapports de M. Varenne à la Chambre, et M. Lemoignic au Sénat, n'y font qu'une allusion sans précision, le point de vue économique a monopolisé toute l'attention.

L'origine de cette Convention provient plus des milieux chinois de Chine pour des questions de prestige que des milieux chinois d'Indochine qui ne sous-estiment pas les avantages dont ils jouissent déjà dans le pays. Nous devons dire qu'aucun acte international législatif ou réglementaire ne saurait être comparé à cette convention depuis neuf ans. Ses répercussions politiques, juridiques, administratives et économiques sont infinies, et demandent à être recherchées chacune avec une grande minutie ; tous les jours vont se poser des problèmes qui n'auront pas été prévus, et la vie de l'Indochine risque d'en être profondément troublée. Nous ne partageons donc pas l'opinion de ceux qui pensent que ce n'est pas là un grand événement politique et qui proclament que cette convention avait pour simple but de donner une satisfaction morale aux Chinois d'Indochine.

On a vu qu'au Parlement, lors du vote, très peu de gens ont compris la révolution de ces accords. Nous commençons notre question par l'étude historique de cette convention.

Le 29 juin 1925, la Chine décida la révision des traités qu'elle appelait « inégaux » et par lesquels elle avait consenti, dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, à assurer les obligations qu'elle estimait désormais exagérées ou contraires à sa souveraineté. Elle adressa une note en ce sens aux Etats signataires de la Conférence de Washington.

Le 27 août 1925, la Chine décida de répudier unilatéralement les traités « inégaux ». Le 7 février 1926, elle dénonce régulièrement le Traité de 1885, la Convention de 1886, pour

prendre date le 7 août 1926 : néanmoins d'un commun accord la Convention de 1886 est laissée en vigueur par prorogations successives de deux mois jusqu'au 2 juillet 1928. A cette convention étaient liés plusieurs accords qui cessèrent de s'appliquer en même temps qu'elle (notamment l'échange de lettres du 23 juin 1887 entre le Prince King et M. Constans pour la Convention Additionnelle de Pékin du 26 juin 1887, et la Convention Commerciale Complémentaire du 20 juin 1895, intervenue à la suite de la guerre sino-japonaise).

Le 22 décembre 1928, un traité préliminaire renouant les relations commerciales entre la Chine et l'Indochine fut signé. Ce traité est fort bref. Il abrogeait les dispositions douanières antérieures et reconnaissait l'autonomie douanière de la Chine, tout en garantissant à la France le régime de la nation la plus favorisée, et stipulait un traitement aussi favorable dans la perception des taxes et impositions ultérieures. Par une lettre annexe N° 2, du 23 décembre 1928, le Gouvernement Français se déclarait disposé à entamer sans délai les négociations pour la conclusion d'une convention nouvelle destinée à remplacer celle de 1886-1887-1895. Cette lettre prévoyait en outre qu'aucun changement ne serait apporté à l'état actuel des choses, en ce qui concerne l'Indochine, pendant la durée des négociations et que, notamment, les taux précédents des réductions sur le tarif resteraient en vigueur. Sur ce dernier point le Gouvernement Chinois précisait, dans une lettre annexe N° 3 de la même date, dont il fut simplement accusé réception, qu'il ne pouvait s'engager au delà du 31 mars 1929. Enfin une lettre annexe N° 1 du 22 décembre 1928 prévoyait que d'ores et déjà un certain nombre d'articles chinois jouiraient du bénéfice du tarif minimum à leur entrée en Indochine, en

attendant la négociation d'un tarif conventionnel plus complet dans l'accord ultérieur qui était prévu.

Conformément aux engagements qui avaient été prévus, des négociations pour l'adoption d'une nouvelle convention commerciale furent aussitôt entamées. La première réunion eut lieu à Nankin le 14 janvier 1929.

Les questions juridiques et politiques retinrent assez peu l'attention. Les Chinois tenaient beaucoup à l'installation des consuls, la France eut l'élégance de ne pas discuter ce point dont le principe avait été concédé à la Chine par la Convention de 1886, elle se contenta de simples discussions de l'application, n'exigeant même pas l'exécution de la Convention Constans du 23 juin 1887. La Chine ne paraît pas avoir été très sensible à ce geste conciliant.

L'assimilation des Chinois aux Européens par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée ne fit pas davantage l'objet de graves difficultés, pas plus que le régime de l'extradition, ni que le règlement de l'entrée et de la circulation sur le territoire. Mais, nous l'avons dit, les Chinois désiraient conserver les avantages traditionnellement reconnus à leurs ressortissants et dont ne bénéficiaient pas les Européens, dont ils réclamaient maintenant les statuts ; par contre le Gouvernement Français ne désirait pas consacrer officiellement dans un acte conventionnel les avantages en question pour la plupart coutumiers, et attachait au contraire le plus grand prix à ce que les avantages restassent tout au moins compensés par un régime fiscal particulier, auquel les Chinois reprochaient sa dénomination beaucoup plus que son taux. Une transaction assez compliquée parvint, sans trop de peine, à satisfaire les deux parties.

Mais si la France s'était montrée si conciliante sur tant de points qui étaient tous à son désavantage, par compa-

raison avec la situation antérieure, elle entendait recevoir une contre-partie économique substantielle à ses concessions politiques et juridiques. La fermeté dont elle fit preuve à ce point de vue se heurta cependant à une grande intransigeance des Chinois, qui ne consentirent qu'à de minimes concessions et au prix des plus grands efforts.

Aucune ville nouvelle ne fut ouverte au commerce, la Chine se refusant à toute nouvelle ouverture de ce genre tant que la question de l'exterritorialité, principal de ses griefs contre les traités « inégaux » n'aurait pas été résolue à sa satisfaction ; tout au plus on a obtenu indirectement la confirmation de l'ouverture de Yunnanfou. Au point de vue douanier il fut entendu que seraient dressées une liste A de tous les produits chinois dans trois provinces limitrophes et dans certaines conditions, de certains produits, au reste de la Chine qui seraient admis en Indochine au tarif minimum, et une liste B de produits français ou indo-chinois qui bénéficieraient d'un tarif consolidé, celui du tarif national chinois de 1929, sans que l'on se mit d'accord pour l'instant sur la teneur de ces deux listes.

La question qui suscita le plus de difficultés fut celle du transit ; les voies de communication entre les provinces chinoises étaient rares et peu sûres, la majeure partie des marchandises expédiées du Yunnan dans les provinces maritimes chinoises et réciproquement passaient en transit par le Tonkin, empruntaient le chemin de fer du Yunnan et s'embarquaient à Haïphong. Le délégué du Yunnan demanda, avec violence, la suppression du droit de transit. Le Gouvernement Français se montra ferme pour son maintien, la discussion s'éternisa, et toutes les formules transactionnelles possibles furent présentées aux Chinois.

Vingt-deux réunions se tinrent, soit à Changhai, soit à

Nankin, de fin janvier à fin juillet 1929, avec une interruption de deux mois pendant laquelle le projet de la convention fut soumis à Paris à l'examen d'une commission interministérielle. Elles permirent la mise au point de toutes les questions délicates, sauf celle du transit.

Le 7 juin 1929 l'Indochine avait supprimé le régime préférentiel au transit accordé à la Chine par l'article 12 de la Convention de 1886, et que l'on avait continué à appliquer malgré la dénonciation de ce traité, elle ne tardait pas en outre à imposer à l'importation des marchandises chinoises le tarif maximum. C'était la guerre économique entre les deux pays. Elle portait une atteinte très sensible au commerce d'exportation chinoise ainsi qu'au commerce des Chinois en Indochine, par contre elle amenait en Indochine une élévation très nette du coût de la vie. Sous la pression de ces événements, les négociations purent être reprises au début de 1930, le droit de transit fut ramené à 1% ad valorem, la plupart des marchandises en était au surplus complètement dispensées. Le Gouvernement Français obtenait ainsi satisfaction par le maintien théorique du droit de transit et le Gouvernement Chinois, par son abolition pratique.

Il restait encore à établir les listes A et B, personne ne doutait que c'était là une question facile à régler.

Les conditions furent paraphées à Nankin le 16 mai 1930. Cette convention comprenait, en plus des onze articles, quatre annexes. Elle dut cependant attendre encore plus de cinq ans avant d'être mise en vigueur. En effet, elle était conditionnée par le Gouvernement Français qui, avant de faire appliquer officiellement la Convention, demanda à la Chine de régler deux questions : 1° celle de Long Tchau, et 2° celle de l'abolition des Likins.

1° *Long Tchau*. — Le consulat de Long Tchau avait été mis à sac et les ressortissants avaient été maltraités. C'était une mesure inamicale intolérable. L'affaire fut cependant vite réglée, car en 1932 le consulat fut réinstallé.

2° *Les likins*. — Les likins sont des droits de douane perçus à l'intérieur de la Chine par les autorités provinciales, ces droits frappent la circulation des marchandises au point de rendre rapidement leur prix prohibitif. Il est évident qu'un accord douanier n'a aucune valeur pratique si les produits sont exposés à l'application des likins inattendus sur les chemins qu'ils traversent. Au début de 1934 les likins n'étaient plus perçus, mais il y avait une autre fiscalité fâcheuse pour le commerce, car l'Indochine voulait augmenter les droits de douanes pour certains articles chinois, notamment les soieries et le papier. D'autre part la Chine avait également hâte de remplacer le tarif douanier de 1929 par un autre tarif qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1931. Ainsi la guerre recommençait. Le poids du charbon expédié en Chine en 1932 étant de 502.739 tonnes, il descendait en 1934 à 215.000 tonnes. Cette baisse est due au rehaussement du tarif douanier que la Chine a élevé d'abord à 100 % puis à 300 %. La France augmente les droits sur le thé en 1935, mais le plus grand malaise c'est la question du riz qui, jusqu'à 1933, a toujours bénéficié du droit de transit en Chine, supporta brusquement une grosse augmentation des droits de douane. Des deux côtés on demanda la suppression de cette lutte ruineuse pour les deux pays, et l'affaire passa devant le Parlement. C'est le 4 juin 1935 que le projet de loi autorisant la ratification de ladite convention a été déposé. Elle fut votée le 21 juin par la Chambre, et le 28 juin par le Sénat. Les ratifications ont été échangées à Paris, et les accords promulgués par le Décret du 20 juillet 1935.

La Convention a été promulguée en Indochine le 4 août 1935. La date de la dénonciation est donc le 22 janvier 1940. Nous espérons qu'à cette date la France dénoncera ladite convention qui est très ruineuse pour l'Indochine.

La convention ratifiée, que devons-nous entendre par Chinois ? Il est normal que nous devons exclure du terme Chinois les Mandchous qui, depuis 1931, sont indépendants et sous la protection du Japon, les Mongols qui appartiennent à l'U. R. S. S., et les Thibétains.

Quant aux habitants du territoire de Kouang-Tchou-Wan, d'après le professeur Solus, ils sont considérés comme des protégés français puisque l'île de Kouang-Tchou-Wan appartient à la France pour 99 ans. D'après M. Levasseur, ils sont considérés comme des Chinois. A notre avis, il vaut mieux que nous laissions aux habitants de cette île le droit d'opter soit pour la nationalité chinoise, soit pour la nationalité française.

Les Nungs, ceux qui habitent les régions des frontières depuis des siècles, sont, d'après nous, considérés comme des indigènes. Et enfin, les Chinois d'Indochine. Ici nous devons encore faire quelques réserves. Il y a lieu de distinguer les Chinois qui sont venus après l'occupation française en Indochine pour exploiter le pays, et ceux qui y sont venus chercher refuge dans le pays depuis des siècles et y ont créé leurs foyers. Nous demandons que ces derniers soient considérés comme des indigènes, ou du moins qu'on leur laisse la liberté d'opter.

Notre plan étant ainsi déterminé, nous examinerons les questions suivantes :

- 1° l'immigration chinoise en Indochine,
- 2° la condition des Chinois en Indochine. établissement, séjour, régime juridique,

3° le droit applicable aux Chinois en matière de succession,

4° les consulats chinois en Indochine,

5° les congrégations chinoises,

6° les Minh Huong, les Nungs,

7° quelques questions de détail concernant : les commerçants chinois en Indochine, les Monts-de-Piété, les débits d'opium, les adjudications, etc....

8° Nous terminerons cette étude sur le point de vue économique qui est, d'après la Convention de 1930, le point essentiel. Nous n'étudierons seulement que : 1° le chemin de fer de Yunnan, son importance, et 2° les relations commerciales entre la Chine et l'Indochine par voies fluviales et voies maritimes.

CHAPITRE PREMIER

L'IMMIGRATION CHINOISE

L'immigration chinoise en Indochine commença bien avant l'arrivée des Français. Ce dont on est historiquement certain, c'est qu'en 214 avant l'ère chrétienne, le premier Empereur de la dynastie des Chin envoya cinq cent mille soldats paysans et condamnés à l'exil pour exploiter le Nam Viêt après sa conquête. Ce pays était alors divisé en trois parties :

- 1° Celle du Nam Hai, correspondant probablement actuellement à la province du Quang Tong.
- 2° Celle du Quoi-Lin, au Koang-Si d'à présent.
- 3° Celle du Shing, au Tonkin et à l'Annam.

Deux cents ans après, l'Empereur Wou de la dynastie des Sihan divisa de nouveau le Nam Viêt en neuf circonscriptions dont trois, celles de Giao-Chi, Cuu-Chen et de Gie-Nam, se trouvaient à l'emplacement des territoires actuels du Tonkin et du Nord-Annam. Par la suite cet Empereur transplanta dans ces régions une partie de la population du centre en échange d'un certain nombre d'habitants des trois circonscriptions dans le but d'atténuer les différences entre les races.

En outre, plusieurs Empereurs chinois de la dynastie Ton-Han exilèrent les condamnés dans le territoire du Giao-Chi. De plus les gouverneurs qu'on envoyait dans ce pays

étaient des hommes rapaces, ce qui souleva le mécontentement des indigènes. La révolte la plus éclatante fut celle des deux sœurs Trung qui réussirent à chasser les Chinois hors du pays en l'an 43 après Jésus-Christ, mais malheureusement ce soulèvement ne dura pas longtemps. L'Empereur chinois envoya Ma-Vien avec cinq cent mille hommes pour reconquérir le pays. Devant la supériorité du nombre les deux Trung durent s'incliner et se suicidèrent.

Durant 888 ans (43-931 après J.-C.) l'Annam était sous la tutelle de son ennemi.

Après des luttes contre l'envahisseur l'immigration chinoise change de but, ce n'est plus en conquérants ou en exploitateurs que les Chinois viennent dans le pays, mais le désir d'échapper aux ravages des pillards, comme pour ces derniers d'échapper à la justice chinoise, qu'ils s'enfuient en Indochine. Nous citons l'exemple de Hoang Chao. En 877, des pirates conduits par Hoang-Chao envahirent la capitale de la province de Kouang Tong et forcèrent quantité de Chinois à chercher abri outre-mer. Il advint ainsi qu'un certain nombre de Chinois fixèrent leur domicile en Indochine de même qu'une bonne partie de ces pirates que les revers de la fortune des armes avaient chassé du territoire chinois.

Des dynasties annamites ont régné sur le pays. Parmi ces dynasties citons celles des Dinh, des Lê, des Ly, des Tran. En 1279, Tran-Nhan-Ton refusa de reconnaître la suzeraineté de la Chine. Il fit la guerre aux Mongols, mais fut battu par les armées de Pékin et le pays retomba aux mains des ennemis.

La Chine chercha à assimiler les populations qu'elle venait de soumettre et s'efforça de leur faire perdre le sentiment de leur nationalité. Les Annamites furent obligés de porter les cheveux longs, le tatouage fut défendu, les femmes

et les filles durent se vêtir d'habits courts à longues manches. Des écoles s'ouvrirent partout pour l'enseignement des caractères chinois, de la médecine, de la pratique bouddhique et les élèves furent obligés de se rendre en Chine pour passer les examens et recevoir les diplômes.

L'organisation des villages fut complètement modifiée : les maires cessèrent d'être élus pour devenir des fonctionnaires nommés par le pouvoir central. Les milices locales avaient été dissoutes et les garnisons chinoises occupèrent toutes les places ainsi que la plupart des villes. En même temps le pays était écrasé d'impôts et la Cour de Pékin le regardait en quelque sorte comme un grenier d'abondance. Les mandarins impériaux traitaient les Annamites avec une barbarie sans égale et s'en servaient comme des bêtes de somme pour desssécher les marais ou travailler dans les mines, et exécuter les corvées les plus pénibles et les plus fatigantes. A chaque instant les malheureux paysans étaient réquisitionnés pour aller à la chasse des bêtes féroces ou à la pêche des perles. Les campagnes se dépeuplaient et la misère devenait bientôt générale. Les haines s'accumulaient chaque jour contre l'étranger, le pays murmurait et s'agitait sourdement. Des rassemblements se formaient, et pour les dissiper les troupes chinoises étaient obligées de faire des battues continuelles. En 1419 un seigneur annamite nommé Le-Loi se retira sur la montagne de Lanson avec plusieurs centaines de partisans et leva le drapeau de l'insurrection. La guerre d'indépendance a duré dix ans. L'année 1425 fut l'année la plus heureuse pour Le-Loi. Sur 150.000 Chinois engagés avec un nombre bien inférieur d'Annamites, 50.000 restaient sur le carreau. En 1427 Le-Loi entra à Hanoï et se fit couronner roi en 1428. C'était la fin du Moyen-Age et le commencement des temps modernes. L'An-

nam avait reconquis son indépendance et à partir de ce moment il vécut de sa vie particulière. La suzeraineté de la Chine, qui fut purement honorifique, ne porta aucune atteinte à l'exercice de ses droits en tant que nation souveraine. Depuis ce moment jusqu'à nos jours l'immigration chinoise vers l'Indochine va tourner. Les Chinois viennent chercher asile dans le pays à cause des changements continuels de dynasties en Chine. Nous citons comme exemple les partisans de la dynastie des Son, lorsque celle-ci fut renversée par les dynasties mongoles. Ses partisans se composaient de soldats commandés par Chang-Chegai et de civils conduits par Chang-Yi-You. Ils se répandirent dans le Tonkin, l'Annam et le sud du Cambodge. Un autre exemple de ce genre se produisit vers 1680. La dynastie des Ming était renversée par la dynastie des Tsing. Des Chinois, sous la conduite de Tran, viennent à la Cour de Hue demander des terres à cultiver, moyennant les impôts habituels suivant la pratique courante. La Cour de Hue les relégua à son profit dans les provinces de la Basse-Cochinchine nouvellement acquise ((Bien-Hoa et Mytho).

Vers 1715, un aventurier chinois du nom de Mac Cuu s'empara par surprise de Ha-Tien appartenant au Cambodge, et, c'était la coutume alors, en fit hommage à la Cour de Hue.

Entre temps s'était constitué un véritable courant d'immigration entre les ports chinois et les ports annamites, courant favorisé, dit-on, par la direction constante des vents de mousson. Ces immigrants venaient presque toujours par groupes, puis se dispersaient et se disséminaient dans les villes et surtout dans les marchés régionaux où les attirait une activité commerciale grandissante.

La plupart du temps c'étaient de pauvres êtres famé-

liques, reconnaissants de l'accueil fraternel qui leur était généralement réservé « dans ce domaine extérieur de la Contrée Divine où on les appelait « doui-chuot » queue de rat, de Chinois immigrés (khach tru) et que les Français traduisent quelquefois à tort par (oncle) « chu ».

Sitôt installés, ils s'ingéniaient à trouver un métier quelconque capable de leur procurer les quelques sous quotidiens nécessaires à l'achat de leur maigre pitance, composée de riz et de poisson. D'abord colporteurs, ils se muèrent vite, grâce à leurs épargnes, en artisans, puis en petits boutiquiers pour devenir plus tard les gros négociants du pays.

Il faut constater que les immigrants chinois furent plus nombreux en Cochinchine qu'en Annam et qu'au Tonkin. Les raisons en sont multiples. La Cochinchine n'avait alors qu'une population clairsemée pour des terres que le soleil des tropiques rendait pourtant remarquablement productives. Elle présentait aussi un attrait aux Chinois, âmes de commerçants, grâce à un réseau de voies navigables qui ne pouvaient que faciliter les échanges. En outre le Gouvernement Annamite ne voyait, et ne pouvait voir que des avantages au peuplement de cette lointaine partie du royaume.

En Annam, au contraire, et aussi au Tonkin, la population essentiellement agricole et fortement attachée à son sol n'était nullement disposée à voir des immigrants chinois se fixer en trop grand nombre parmi elle, au surplus la configuration montagneuse de ces contrées et la facilité avec laquelle s'y exerçait la piraterie n'offraient que peu d'attrait pour les Chinois, les communications ainsi rendues particulièrement difficiles n'étant pas de nature à favoriser l'usage et la pratique du commerce.

L'occupation de l'Indochine par les Français en 1884 a encore favorisé l'immigration. Nous ne nions pas que les Chinois ont rendu des services à la France durant l'occupation et que c'est à juste titre qu'elle leur accorde des faveurs. Ces faveurs augmentent de jour en jour et risquent de causer des ennuis à la France après l'application de la convention de 1930 qui bouleverse les conditions juridiques politiques, administratives et économiques des Chinois.

Nous reproduisons enfin ci-joint le chiffre de l'immigration chinoise en Indochine durant quelques dernières années.

1923	.....	47.017
1924	.....	44.289
1925	.....	39.229
1926	.....	52.579
1927	.....	58.202
1928	.....	74.244
1929	.....	80.720
1930	.....	70.908
1931	.....	57.784
1932	.....	35.214
1933	.....	36.186

CHAPITRE II

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE SÉJOUR ET L'ÉTABLISSEMENT DES CHINOIS EN INDOCHINE

Nous avons dit que l'immigration chinoise en Annam remontait à une époque bien antérieure à l'arrivée des Français. Les immigrants étaient en général des gens qui voulaient échapper à la répression à cause des changements de dynasties. Il y a aussi des bandits qui désiraient échapper aux punitions de leur pays.

Sous la dynastie des Nguyen l'Empereur Gia-Long (1800-1820) et ses successeurs Ming-Mang (1820-1841), Thieu-Tri (1841-1847) et Tu-Duc (1847-1883) se préoccupèrent de régler par diverses ordonnances la condition des Chinois résidant dans l'Empire d'Annam.

Aux termes de ces ordonnances, les Chinois étaient traités comme des indigènes. Ils étaient, en effet, soumis à la loi annamite semblable du reste à la loi chinoise. Ils étaient justiciables des tribunaux annamites, payaient les mêmes impôts que les Annamites. Ils pouvaient donc librement se livrer au commerce et acquérir des immeubles.

Pour faciliter leur surveillance, ils étaient réunis en groupements (Bang) sous l'autorité d'un chef, le Bang-Truong. Le Bang-Truong était élu par les notables de chaque groupement. Son élection devait être ratifiée par l'auto-

rité annamite. Il servait d'intermédiaire entre ses congénères et les autorités locales, et jouait à l'égard de ceux-là le rôle des maires de villages. Il percevait enfin pour le compte du Gouvernement Annamite les impôts dus par les immigrants placés sous son autorité. Il convient de remarquer que les Chinois jouissaient ainsi d'un régime exceptionnel de faveur, étant donné qu'il était interdit aux autres étrangers, sous peine de mort, de pénétrer en Annam, si ce n'était en cas d'ambassade ou de naufrage. Ce traitement de faveur s'expliquait si l'on songe que, pendant longtemps, l'Annam avait été une province chinoise administrée par des gouverneurs chinois et que, même après avoir conquis par la force des armes son indépendance, il demeura profondément imprégné de la civilisation de ses anciens dominateurs.

Soit en Cochinchine et au Cambodge, soit en Annam et au Tonkin, l'autorité française trouva donc les Chinois installés dans le pays et y jouissant des mêmes droits que les indigènes. Grâce à leur souplesse, à leurs aptitudes commerciales, à leur connaissance de la langue annamite, ceux-ci surent bien vite se rendre utiles au nouveau gouvernement et s'attirer sa bienveillance, notamment en ravitaillant les corps d'occupation français.

La situation dont ils jouissaient leur fut par la suite conservée, y compris la faculté de faire du commerce et celle de posséder des immeubles.

L'arrivée des nouveaux immigrants ne fut jamais entravée, mais simplement réglementée et contrôlée.

Leur organisation en groupes ou congrégations fut maintenue en raison des avantages que présentait ce régime.

L'affiliation à une congrégation, d'abord facultative, fut ensuite rendue obligatoire et les immigrants non accep-

tés par une congrégation furent rapatriés. Il en est ainsi actuellement.

Les chefs de congrégations furent rendus civilement responsables de tous les impôts dus par leurs congréganistes.

La surveillance des immigrants et des résidents chinois fut assurée par les soins d'un service spécial : celui de l'immigration, ainsi que par celui de la police.

Au point de vue fiscal, les Chinois furent assimilés aux indigènes notamment au point de vue foncier, de l'impôt d'immatriculation de rizières, de l'impôt des patentes, de l'impôt de barques et jonques de rivières, etc...

Cependant, en considération des avantages qui leur étaient accordés dans la colonie et de la sécurité qu'ils y trouvaient, ils furent assujettis ainsi que tous les asiatiques étrangers à un impôt spécial appelé alternativement impôt personnel, cote personnelle, taxe de capitation, taxe d'immatriculation ou encore impôt gradué d'immatriculation.

La légalité de l'impôt personnel ainsi exigé des Chinois résidant en Indochine, eu égard aux conventions diplomatiques : le traité du 9/8/1885 (Reinach : Recueil des traités conclus par la France en Extrême-Orient, tome I, page 229) et la convention du 25/4/1886 (tome I, page 236) dite convention de Tien-Tsin ou encore traité de Cogordan, a été parfois contestée. Examinons rapidement cette question :

L'article premier du traité du 9/6/1885 est ainsi conçu : « Les Chinois colons ou anciens soldats qui vivent paisiblement en Annam en se livrant à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce, et dont la conduite ne donnera lieu à aucun reproche jouiront, pour leur personne et pour leurs biens, de la même sécurité que les protégés français ».

Or les Chinois, ainsi que nous l'avons dit plus haut,

sont assimilés en Indochine aux indigènes, et soumis à la loi annamite en matière civile, commerciale et pénale. Ils jouissaient donc dans la colonie même antérieurement au traité de 1885, indépendamment de toutes conventions diplomatiques et en vertu de la réglementation interne qui leur était applicable, pour leur personne et pour leurs biens, de la même sécurité que nos sujets et protégés.

Le traité de 1885 n'a, par suite, rien ajouté en ce qui concerne la condition des Chinois à l'état de choses préexistant.

L'article 4 de la convention de 1886 stipule que « les Chinois auront le droit de posséder des terrains, d'élever des constructions, d'ouvrir des maisons de commerce et d'avoir des magasins dans toute l'Annam, et qu'ils obtiendront pour leurs personnes, leurs familles et leurs biens, protection et sécurité, à l'égard de la nation la plus favorisée ».

Or ces différents droits, les Chinois résidant en Indochine les possédaient déjà. Il en est de même de la protection et de la sécurité assurées à leur personne et à leurs biens, étant donné que la réglementation interne en vigueur en Indochine accorde la même protection et la même sécurité, au point de vue de la personne et des biens, à nos sujets et protégés et aux Européens.

Ici encore la convention de 1886 n'a modifié en rien la condition des Chinois en Indochine.

Mais l'article 16 de la même convention de 1886 décide que les Chinois résidant en Annam seront, sous le rapport de la juridiction, en matière criminelle, fiscale ou autre, placés dans les mêmes conditions que les sujets de la nation la plus favorisée.

Quel que soit le sens exact d'une semblable stipulation, elle ne concerne, en matière fiscale ou autre, que la juri-

diction, c'est-à-dire la compétence des tribunaux appelés à statuer.

Elle n'enlève pas au Gouvernement Français la faculté d'imposer, en vertu de ses droits de souveraineté, aux Chinois résidant en Indochine, telle taxe qu'il lui plaît, ou lui plaira de leur imposer.

Le Gouvernement a toujours envisagé la question de cette façon, et notamment dans l'exposé des motifs de la loi portant approbation par le Parlement de la convention du 25/4/1886, il est dit expressément ce qui suit : « Nous garantissons également aux Chinois sécurité et protection pour leur personne et leurs biens, mais notre droit de les soumettre aux taxes dont le maintien ou la création seraient jugés nécessaires reste intact » (Reinach, page 249).

En résumé aucune de ces clauses du traité de 1885 ou de la convention ne s'oppose à ce que les Chinois soient soumis, soit en Annam, soit dans le surplus de l'Indochine, à l'impôt personnel actuellement exigé d'eux.

★★

Le régime de la congrégation imposé aux résidents chinois présente des avantages incontestables. Il facilite et simplifie les rapports de l'Administration avec un élément de population nombreux et ignorant de la langue française. Par le principe de la responsabilité des chefs de congrégations, il assure le maintien de l'ordre et le recouvrement intégral des impôts.

La pratique de ce système a donné d'excellents résultats et le Gouvernement Français a tout intérêt à le maintenir.

Les services d'immigration ont été organisés par de nombreux arrêtés locaux. Les principaux sont ceux des 12-4-1862, 23-7-1863, 18-3-1874, 27-2-1879, 25-1-1885, 16-10-1906 et 16-8-1907.

L'arrêté du 6-10-1906 (J. O. I. 25-10-1906) mérite une attention spéciale. Il a en effet étendu le régime de la congrégation non seulement aux asiatiques étrangers énumérés par l'arrêté présidentiel de 1871, mais encore :

1° A tous les sujets des puissances chez lesquelles la France exerce un droit d'exterritorialité en vertu des traités existants ;

2° A tous les sujets ou ressortissants des puissances étrangères auxquels la législation de leur pays ne reconnaît pas la plénitude des droits civils et politiques métropolitains.

En conséquence l'arrêté en question a maintenu ou créé les congrégations suivantes :

1° pour les Chinois, celles de Canton, de Phuc-Kien et Trieu-Chau, de Hakas et de Hainan,

2° pour les Indiens, celles des musulmans et des bouddhistes,

3° celles des Malais, Javanais, Arabes.

Un service d'identification anthropométrique a été créé en Cochinchine par un arrêté du 8-10-1887 et réorganisé par un arrêté du 24-12-1906.

Indépendamment de l'impôt personnel, les Asiatiques étrangers paient en Indochine certaines taxes perçues à l'occasion de la délivrance de laissez-passer, de passeports, de cartes d'immatriculation et de cartes de circulation ou d'identité.

Nous voyons donc qu'avant la convention de 1930 les Chinois, ceux qui ont habité depuis des siècles en Indochine, étaient considérés comme des indigènes. Mais aujourd'hui la question n'est plus la même. D'autres Chinois se sont installés dans le pays et ces derniers sont, en général, des

gens qui viennent exploiter ceux du pays et ramener l'argent dans leur pays. Nous ne pouvons donc, en aucun cas, accorder aux derniers les mêmes privilèges qu'aux premiers qui sont installés définitivement dans le pays.

Signalons que les accords de Nankin ont apporté quelques modifications à la circulation des Chinois en Indochine.

La réglementation antérieure exigeait d'eux la production d'un laissez-passer valable quinze jours et coûtant une piastre pour tout déplacement hors de la province.

Désormais, ces entraves sont supprimées et la circulation est libre dans toute l'Indochine. La réglementation diffère cependant pour les immigrants et les non-immigrants.

Les immigrants circulent librement sur présentation de leur carte d'identité quinquennale portant mention du règlement de l'impôt personnel ou du permis provisoire de trente jours qui leur est remis en attendant la délivrance de la carte. S'ils ne sont pas astreints à la carte d'identité le laissez-passer qui leur en tient lieu leur donne les mêmes facilités (art. 37 de l'arrêté du 6/12/1935). S'il s'agit non d'un simple voyage mais d'un véritable changement de domicile, il faut observer certaines formalités supplémentaires prévues à l'article 38 notamment les visas de départ et d'arrivée qui sont d'usage en pareille matière. Le Gouvernement Général pourrait cependant interdire individuellement ou collectivement certaines parties du territoire, auquel cas la carte d'identité en portera mention.

S'il s'agit des non-immigrants, ils circulent librement sur présentation de leur passeport régulier (art. 21) sous réserve du droit pour le Gouverneur d'interdire l'accès ou le séjour de certaines zones ou certains lieux.

CHAPITRE III

CONDITION JURIDIQUE DES CHINOIS EN INDOCHINE

Dans le chapitre précédent nous avons donné des notions générales sur le séjour et l'établissement des Chinois en Indochine. Nous étudierons par la suite les congrégations, les Minh-Huong (métis sino-annamites). Nous parlerons ici de la condition juridique des Chinois en Indochine, qui se divise nettement en deux parties : 1° de 1864 à 1935, 2° à partir de 1935.

Première partie : de 1864 à 1935.

Le traité du 5 juin 1862 avec le roi d'Annam ayant attribué en toute propriété la Basse Cochinchine à la France, un des premiers soins du Gouvernement Français fut d'organiser la justice dans sa nouvelle colonie.

Cette organisation fit l'objet du décret du 25 juillet 1864.

Ce décret décide tout d'abord que la justice est rendue en Cochinchine, d'une part par les tribunaux français dont il fixe la composition, et d'autre part par les tribunaux indigènes institués par le Code Annamite qui sont maintenus.

Le même décret déclare ensuite (art. 11) que sauf convention contraire, toujours possible, la loi annamite régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre indigènes et asiatiques, ainsi que les crimes et délits commis par lesdits indigènes et asiatiques.

Au contraire, toutes les affaires civiles et commerciales, soit entre Européens, soit entre Européens et Indigènes ou Asiatiques, sont jugés conformément à la loi française.

Le décret de 1864 a été confirmé et complété pour la Cochinchine par un décret postérieur datant du 17 mai 1895, promulgué dans la colonie par arrêté du 16 juillet 1895.

La même législation a été rendue applicable en Annam par décret du 1^{er} août 1881, au Tonkin par décret du 8 septembre 1888, au Cambodge par décret du 6 mai 1898, et au Laos par décret du 1^{er} décembre 1902.

Le décret de 1864, ainsi que nous l'avons dit, soumet à la loi annamite : les indigènes, les asiatiques. L'expression asiatiques, opposée à celle d'indigènes, vise nécessairement les asiatiques non indigènes, c'est-à-dire les asiatiques étrangers à la colonie.

Certaines difficultés ayant surgi touchant la portée exacte des mots « asiatiques étrangers », un arrêté présidentiel du 23 août 1871 trancha ces difficultés en décidant :

1° que les asiatiques étrangers soumis à la loi annamite par le décret de 1864, sont : les Chinois, les Cambodgiens, les Minh-Huong (métis sino-annamites), les Siamois, les Chams et les Malais de Chau-Doc ;

2° que les autres individus, à quelque race qu'ils appartiennent, sont soumis à la loi française, c'est-à-dire à la loi applicable en France aux étrangers.

Deuxième partie : à partir de 1935.

Après la convention de 1930, et conformément à l'article 5 de ladite convention, les ressortissants chinois seront désormais soumis à la loi française, au même titre que les Japonais, ou les autres étrangers assimilés aux Européens.

A) En matière civile, du fait de l'assujettissement à la

loi annamite édictée par l'arrêté du 23 août 1871 et des dispositions de l'article 112 du décret du 16 février 1921, toutes les conventions et toutes les contestations entre Chinois et indigènes ou assimilés, étaient régies avant la promulgation de la convention par la loi annamite. Il leur était cependant toujours loisible de déclarer qu'ils entendaient contracter sous l'empire de la loi française, ce qui entraînait l'application de cette loi.

Désormais, en matière civile, la loi française régira toutes les conventions et toutes les contestations entre Chinois et indigènes ou assimilés, sauf application par les Tribunaux des règles de solution du conflit des lois pour les matières intéressant les statuts personnels des ressortissants chinois (biens, paternité, divorce, mariage, succession, fraude à la loi).

B) Au point de vue pénal, lorsque les Chinois se rendaient coupables d'infractions et qu'elles n'étaient pas commises au préjudice des Français ou assimilés, ils étaient soumis au Code Pénal modifié par décret du 31 décembre 1912 par application de l'article 114 du décret du 16 février 1921, sous les réserves indiquées audit article. A l'avenir le Code Métropolitain, les lois et décrets qui l'ont modifié, ainsi que les textes qui prévoient des infractions spéciales, leur seront applicables.

C) Droit Commercial. — Les Chinois seront à l'avenir régis par le Code de Commerce, tempéré en ce qui concerne la tenue des livres par le décret du 29 septembre 1927 et l'arrêté du 3 mars 1930.

D) Procédure Civile. — Les Chinois, dans l'exercice de leurs droits en justice, bien que relevant de la compétence des juridictions françaises, étaient soumis jusqu'ici à

la procédure telle qu'elle est fixée en matière indigène, notamment par l'arrêté du Gouverneur Général du 16 mars 1910 et les arrêtés subséquents. Les Chinois n'étant plus désormais assujettis aux statuts de la loi annamite, les Tribunaux français feront application des règles de procédure civile française, telles qu'elles sont fixées par les articles 117 et suivants du décret du 16 février 1921.

E) Procédure Commerciale. — En matière commerciale aucun changement n'est apporté. La procédure étant déjà celle déterminée par le Code de Procédure Civile, le Code de Commerce et les lois et décrets spéciaux régulièrement promulgués dans la colonie (art. 122 du décret du 16 février 1921).

F) Procédure Criminelle. — En matière pénale, les articles 123 et suivants du décret du 16 février 1921 continueront à réglementer à l'égard des Chinois l'exercice de l'action publique, de l'action civile. La convention du 16 mai 1930 n'apporte aucune modification à l'égard des ressortissants chinois qui sont soumis à la procédure suivie tant à l'égard des Français que des étrangers quelconques: Cependant, à l'avenir, les Chinois seront jugés éventuellement par la Commission criminelle telle qu'elle est composée pour les Français et assimilés.

G) Juridiction. — Il n'y a rien de changé sur ce point à la réglementation en vigueur concernant les Chinois. Dans la concession française de Tourane il reste ainsi que toute personne est soumise à la juridiction française.

Dans tout le reste de l'Annam les tribunaux français sont compétents en matière civile et commerciale à l'égard des étrangers quelconques, même lorsqu'une des parties est indigène ; les Chinois continueront donc à relever de la juri-

diction française (art. 108 du décret du 16 février 1921). Il en est de même en matière pénale où la juridiction française conserve sa compétence à l'égard des ressortissants chinois (art. 110 du décret du 16 février 1921).

CHAPITRE IV

DROIT APPLICABLE AUX CHINOIS EN MATIÈRE SUCCESSORALE

C'est ici une question qui s'est avérée particulièrement délicate à résoudre et qui a donné lieu à de nombreuses controverses en raison surtout de la situation privilégiée dont, sous les Rois d'Annam, les Chinois bénéficiaient en matière immobilière. Ce privilège leur fut conservé à un tel point que s'ils sont normalement assimilés aux Annamites et régis par les mêmes statuts, ils sont aussi les seuls parmi tous les étrangers asiatiques à pouvoir acquérir des terres et autres immeubles, non seulement en Cochinchine et dans les concessions françaises où ce droit leur est reconnu par le Code Civil, mais encore au Cambodge, en Annam et au Tonkin.

Sous l'ancien régime, la propriété individuelle n'était qu'une délégation de l'Etat, c'est-à-dire du Souverain qui, seul, possédait le *dominium plenum* et qui cédait alors à ses sujets la plénitude de son droit de propriété avec toutefois cette condition résolutoire que les terres redevenues incultes et pour lesquelles l'impôt demeurerait impayé ferait retour de plein droit à l'Etat.

En vertu de ce concept succinctement énoncé le possesseur négligeant perdait ses droits de propriété parce que ne rendant plus aucun service à la collectivité et ne pouvant con-

tinuer à priver la société d'un bien qui serait susceptible d'être utilement employé par d'autres dans l'intérêt général.

C'est donc sous réserve de ce droit primordial et éventuel de la souveraineté publique que les Chinois, tout comme d'ailleurs les Annamites, pouvaient devenir propriétaires. Une telle situation ne pouvait qu'engendrer des difficultés, notamment lorsque la succession d'un Chinois était à la fois revendiquée par ses héritiers existant en Annam et aussi par ceux résidant en Chine.

Le Code Annamite ne contenant aucune disposition à cet égard, les magistrats indigènes n'avaient-ils pas alors à se préoccuper de la quasi-impossibilité de contrôler les déclarations des Chinois étrangers qui se présentaient comme héritiers et de savoir si le défunt ne laissait pas en Chine même un actif quelconque ? Pouvait-il aussi ignorer que les immigrants chinois expatriaient en Chine la meilleure part des bénéfices de leur commerce ou de leur industrie ? Et puis la réciprocité existait-elle ?

Ces considérations de fait ont longtemps servi de motifs aux tribunaux français et notamment à la Cour de Saïgon qui, lorsqu'elle était appelée à apprécier les revendications d'héritiers chinois de Chine sur les biens laissés par leur auteur en Annam, déniaient à celui-ci le droit de transmettre ses immeubles par succession ab intestat ou par testament à des ayant-droits ou légataires chinois domiciliés hors de la Colonie.

A titre d'exemple, nous nous contentons de citer un arrêt de ladite Cour du 24 octobre 1889, dans lequel il est dit que s'il n'existe aucune loi qui refuse aux Chinois la faculté de succéder en Annam comme héritier légitime ou testamentaire, le droit de succession leur a pourtant toujours été refusé par les tribunaux indigènes, lesquels ne faisaient que

se conformer à un usage existant dans tout l'Annam depuis un temps immémorial. La Cour ajoutait d'ailleurs que cet usage était basé sur l'équité ; qu'en effet il lui paraissait inadmissible, que les Chinois, qui ferment l'accès de leur pays aux étrangers en leur refusant le droit d'acquérir le moindre immeuble, puissent jouir en Annam du droit de succéder alors surtout qu'ils se trouvent en concurrence avec des sujets annamites ; que l'usage en question a d'ailleurs été implicitement confirmé par un décret de Minh Mang qui défendait aux Chinois d'exporter en Chine les richesses mobilières qu'ils avaient acquises en Annam, lequel décret avait donné naissance à ce dicton populaire : « Les Chinois entrent en Annam avec un bâton et deux besaces vides, ils doivent en sortir de même. »

Cet arrêt fut l'objet d'un pourvoi devant la Cour de Cassation dont la Chambre Civile rendit, le 6 décembre 1893, une décision conforme en stipulant notamment qu'en l'absence d'une loi écrite fixant la condition des étrangers dans le régime successoral annamite, l'usage immémorial rappelé par la Cour de Saïgon devait être considéré comme obligatoire par les tribunaux.

Cette jurisprudence ainsi entérinée par la Cour Suprême devait pourtant être bientôt renversée brutalement par la Cour d'Appel de Hanoï qui rendit, le 12 juin 1907, un arrêt dont la teneur a dû particulièrement émouvoir les honorables magistrats de l'autre Cour, auteurs de la décision précédente.

En l'espèce, l'appelante, femme annamite, veuve d'un Chinois, prétendait éliminer de la succession de celui-ci sa femme légitime chinoise. Pour ce faire, elle avait eu l'audace d'invoquer l'arrêt de la Cour de Saïgon, et celui confirmatif de la Cour de Cassation.

La Cour de Hanoï riposta à une telle prétention par les attendus dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient sévères.

« Sauf en ce qui concerne la loi annamite, dit-elle, qui en effet ne refuse aux Chinois dans aucune de ses dispositions la faculté de succéder en Annam comme héritiers légitimes ou testamentaires — toutes les autres énonciations contenues dans l'arrêt invoqué sont purement gratuites, ne reposant sur rien et renfermant autant d'inexactitude que d'affirmations. »

Et à l'appui de cette déclaration dont la netteté est indiscutable, elle tient à préciser que, soucieux de faire la pleine lumière elle a demandé par l'intermédiaire du Résident Supérieur à Hué l'avis du Co-Mot sur ce soi-disant usage immémorial qui avait servi de base aux deux décisions qu'elle était décidée de réduire à néant. Elle cite in extenso la réponse qu'elle a reçu :

Nous reproduisons ce passage essentiel :

« Après recherches faites dans les archives de la Cour, son Excellence le Ministre de la Justice, d'accord avec les autres membres du Co-Mot, m'a prié de vous faire connaître qu'à son avis il n'existe dans la loi annamite aucune disposition ni aucun texte permettant de refuser aux enfants nés en Chine d'un Chinois possédant des biens en Annam les mêmes droits à la succession de leur père qu'aux enfants Minh Huong de ce dernier, nés en Annam, à condition naturellement que la filiation des héritiers chinois soit établie d'une manière irréfutable.

Aucune ordonnance royale n'est venue postérieurement à la promulgation du Code limiter les droits des enfants nés en Chine.

De plus son Excellence le Ministre de la Justice m'a affirmé qu'il ne s'était jamais établi devant les tribunaux de l'Annam de jurisprudence contraire au principe ci-dessus, et qu'on ne trouve pas trace, dans les décisions de ces tribunaux en la matière, de cet usage immémorial auquel il est fait allusion dans l'arrêt de la Cour de Saïgon que vous m'avez transmis et qui aurait eu pour résultat d'exclure de la situation des biens laissés en Annam par leur père défunt, les enfants nés en Chine d'un Chinois possédant d'autre part des héritiers Minh Huong. »

Ainsi proclame la Cour, voilà une lettre qui fait justice du prétendu usage dont argue l'arrêt de Saïgon.

Au surplus à supposer qu'il se fut jamais établi, cet usage n'aurait pu, en tout cas se prévaloir d'être basé sur l'équité par la raison bien simple qu'en Chine il n'a jamais été défendu, ni par la loi, ni par la coutume, aux héritiers annamites ou Minh Huong d'un Chinois, de venir en concurrence dans le partage de ses biens successoraux situés en Chine. Enfin l'usage dont il s'agit n'a pu être explicitement confirmé par un décret de Minh Mang qui aurait défendu aux Chinois d'emporter en Chine les richesses mobilières qu'ils avaient acquises, car ce décret n'existe pas. Et puis le dicton « Le Chinois entre en Annam avec un bâton et deux besaces vides, il doit en sortir de même » est un dicton populaire peut-être en Cochinchine, mais est absolument inconnu en Annam et au Tonkin.

Il est vrai que sur le pourvoi formé la Chambre civile de la Cour de Cassation a maintenu la décision de la Cour de Saïgon mais on ne saurait tirer argument de cet arrêt de la Cour Suprême basé uniquement sur cette constatation faite souverainement par le juge du fait, à savoir que de temps immémorial etc. etc...

Ainsi l'arrêt de la Cour Suprême ne peut avoir, par suite de cette circonstance, d'autre valeur que celui de la Cour de Saïgon lui-même.

Une telle polémique judiciaire devait nécessairement avoir une fin. C'est la Cour de Saïgon qui dut se soumettre, elle le fit habilement dans un arrêt du 30 octobre 1919 dont nous nous contenterons de reproduire ce passage particulièrement subtil : « Considérant que le procès actuel pose une fois de plus la question de savoir si, au décès d'un Chinois en Cochinchine, les héritiers par lui laissés en Chine doivent entrer en compétition d'hérédité avec les enfants issus de ses œuvres avec une femme annamite en Cochinchine,.... qu'il est inutile de rappeler que le Chinois qui vient travailler ou commercer en Cochinchine considère que sa résidence en pays annamite n'est le plus souvent que temporaire : qu'il conserve l'espoir de retourner dans sa patrie et y entretient sa famille, son foyer, que s'il prend femme en Cochinchine, encore que celle-ci soit pour lui l'aide la plus précieuse dans une ambiance annamite, le Chinois n'entend pas pour cela répudier la première femme laissée en Chine, qu'il est même juste de dire que les enfants nés de la femme annamite lui sont aussi chers que ceux nés en Chine de la femme chinoise, d'où il suit qu'il serait équitable pour les tribunaux d'interpréter la volonté, qu'un Chinois décédé n'avait pas eu le temps d'exprimer dans le sens d'un partage équitable entre les héritiers de Chine et ceux de Cochinchine ; que les mêmes tribunaux ne se refuseraient pas à exprimer d'autre part s'il n'existerait pas une véritable association de fait entre la femme annamite laborieuse auxiliaire et le Chinois qui n'est plus relié à son foyer de Chine que par des liens d'affection... »

Cette jurisprudence se justifie par un intérêt économi-

que car il est bien évident que si l'on avait persisté à exclure les héritiers chinois des successions de leurs auteurs établis et décédés dans la colonie, ceux-ci auraient fait passer en Chine de leur vivant tous les bénéfices qu'ils réalisaient au lieu d'acquérir des immeubles et d'asseoir leur fortune dans le pays même.

Aussi nous demandons que dorénavant, quand un Chinois se mariera en Indochine, il doive déclarer s'il est marié ou non, s'il a des héritiers en Chine. La femme annamite sera ainsi avertie et pourra faire le nécessaire du vivant de son mari.

CHAPITRE V

DES CONSULATS CHINOIS EN INDOCHINE

L'installation des Consuls chinois en Indochine a été prévue par deux conventions diplomatiques franco-chinoises remontant à 1883 et à 1886.

Ces deux conventions n'ont pas été dénoncées par le Gouvernement Français parce qu'elles contiennent relativement à l'organisation du Protectorat Français sur l'Annam et le Tonkin des clauses d'ordre politique qu'il n'était pas possible à la France de dénoncer. Elles sont donc encore en vigueur.

L'article 5 du Traité de paix, d'amitié et de commerce conclu entre la France et la Chine le 9 juin 1885 stipule que Sa Majesté l'Empereur de Chine pourra, d'accord avec le gouvernement français, nommer des Consuls dans les villes principales du Tonkin.

L'article 2 de la Convention franco-chinoise du 25 avril 1886 dite Convention de Tien-Tsin ou aussi Traité de Cogordan déclare également que : « le Gouvernement Impérial pourra nommer des consuls à Hanoï et à Haiphong », que des consuls chinois pourront être envoyés plus tard dans d'autres grandes villes du Tonkin après entente avec le gouvernement français et que ces agents seront traités de la même manière et auront les mêmes droits et privilèges que les consuls de la nation la plus favorisée établis en France.

Ces deux traités notons-le en passant, furent très sévèrement appréciés par Paul Bert alors Résident Général au Tonkin et qui n'avait pas été consulté.

A plusieurs reprises, le gouvernement chinois a manifesté au gouvernement français le désir d'établir conformément aux conventions intervenues des consuls en Indochine, et spécialement au Tonkin.

Les Gouverneurs Généraux d'Indochine pressentis, ont unanimement déclaré que semblable mesure serait inopportune et présenterait, au point de vue politique surtout, de graves inconvénients ; qu'elle risquerait de créer en Indochine des centres d'agitation dangereux pour l'influence française ; qu'en tout cas elle rendrait difficile l'exercice de l'autorité française sur une population ayant besoin d'être surveillée étroitement ; et, enfin, qu'elle serait considérée par les sujets annamites comme une diminution de la souveraineté française, alors surtout qu'il n'existe aucun consulat chinois dans les possessions étrangères d'Extrême-Orient.

Le gouvernement français, à juste titre, a partagé cette manière de voir et n'a pas accueilli les demandes du gouvernement chinois. Cette résistance du gouvernement français aux prétentions de la Chine était-elle juridiquement fondée ? Nous le croyons.

Tout d'abord, en ce qui concerne la Cochinchine, le Cambodge et le Laos, la question ne saurait faire de doute.

En examinant plus haut la question de la légalité au point de vue des traités existant, des taxes personnelles imposées aux Chinois résidant en Indochine, nous avons admis par hypothèse, et pour les besoins d'une complète discussion, que les conventions de 1885 et 1886 étaient valables pour toute l'Indochine. En réalité il n'en est pas ainsi.

Ces deux conventions concernent exclusivement le Royaume d'Annam et la Vice-Royauté du Tonkin qui, à l'époque, en dépendait. Cette portée limitée des deux conventions résultait des termes dans lesquelles elles étaient conçues, et aussi des circonstances dans lesquelles elles étaient intervenues. Elles eurent pour but essentiel, peu après les événements de Langson, de mettre fin à l'état de guerre existant entre la France et la Chine, la reconnaissance des droits de protectorat français sur l'Annam et le Tonkin. Elles ne concernent donc pas le surplus de l'Indochine.

En ce qui concerne les deux pays visés par les conventions dont s'agit, la situation est différente.

Le traité du 9 juin 1885 a été ratifié par une loi du 17 juillet 1885 (Journal Officiel, 22 juillet 1885). Cette loi a été promulguée en France par décret du 25 janvier 1886 (Journal Officiel, 27 janvier 1886) et en Annam-Tonkin par décision du Général Commandant du 13 septembre 1885 (Bulletin Officiel de l'Annam-Tonkin 1885, p. 433).

La Convention du 25 avril 1886 a été ratifiée par une loi du 30 novembre 1886 promulguée en France par un décret du 20 octobre 1886 (Journal Officiel du 22 octobre 1896). Mais cette loi n'a jamais été promulguée, ni en Annam, ni au Tonkin, ni en Indochine, et la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, par un arrêt du 16 janvier 1913, a décidé que par conséquent la convention de 1886 n'était pas exécutoire (Journal de Législation de Doctrine et de Jurisprudence Coloniale 1913, 3^e partie, p. 175).

Cette jurisprudence de la Cour de Cassation ne nous paraît pas à l'abri de toute critique. Il n'est pas certain qu'elle soit définitive. Elle pourrait se modifier. Il pourrait aussi se faire que, pour des motifs d'ordre diplomatique,

le Gouvernement se trouve dans l'obligation de promulguer en Indochine pour l'Annam et le Tonkin, soit le traité de 1885, soit la convention de 1886. Que se passerait-il dans ce cas ?

Rappelons que l'article 4 de la convention de 1886 accorde aux Chinois résidant en Annam le droit de posséder des terrains, d'élever des constructions, d'ouvrir des maisons de commerce et d'avoir des magasins. Mais le même article ajoute, in fine : « Les Français recevront de la Chine le même traitement privilégié ».

Or la Chine accorde bien certains droits aux Français résidant sur le territoire. Ces droits sont variables selon qu'il s'agit :

- 1° de l'intérieur du territoire,
- 2° des villes ouvertes (avec ou sans concessions, avec ou sans municipalité),
- 3° des villes ouvertes sur les frontières,
- 4° des ports d'escale,
- 5° des stations de passage,
- 6° des berges des cours d'eau navigables,
- 7° des villes fermées où les étrangers résident et commercent,
- 8° des concessions commerciales.

Mais ces droits consistent seulement dans la faculté de résider, de circuler, de se livrer au commerce ou à l'industrie, de louer des maisons, d'affermier des terrains, d'engager des ouvriers et des employés, etc., etc... et les Français (exceptés les Missionnaires qui ont reçu le privilège d'acheter des terrains et d'y construire des édifices au nom de la communauté) ne jouissent nulle part en territoire chinois du droit de propriété (Souliez : Les droits conventionnels des étrangers en Chine).

Le traitement de réciprocité, stipulé en faveur des Français par l'article 4 de la convention de 1886, et formellement rappelé dans l'exposé des motifs du projet de loi, portant approbation par le Parlement de cette convention, ne leur a donc pas été accordé. Tant qu'il en sera ainsi le Gouvernement Français sera en droit de considérer la convention de 1886 comme non entièrement exécutée par la Chine, et par suite, de se dispenser lui aussi d'exécuter soit le traité de 1885, soit la convention de 1886, soit au moins en ce qui touche l'installation des consuls chinois en Annam et au Tonkin.

Actuellement, c'est-à-dire après la convention de 1930, ratifiée par les lois et décrets de 1935, trois consulats chinois sont établis en Indochine, à Hanoi, Haiphong et à Saigon.

Les consulats installés, on déterminera quelles sont les fonctions des consuls.

Leurs attributions sont évidemment celles de droit commun, aucune clause de la convention ne leur conférant des pouvoirs spéciaux ; les consuls et agents de service consulaires doivent être Chinois et ne peuvent exercer ni commerce, ni industrie. Ils peuvent délivrer des passeports à leurs compatriotes et viser ceux de personnes se rendant en Chine. Ils peuvent recevoir les actes de naissance et de décès de leurs ressortissants sans que cela dispense ces derniers de se conformer aux règles sur l'état civil du lieu de leur résidence. Ils peuvent également célébrer les mariages entre ressortissants chinois. En ce qui concerne les autres actes de la vie juridique, admettons que les consuls peuvent légaliser et viser tout document et la signature de leurs ressortissants, recevoir les contrats de mariage et les testaments de ces derniers et, d'une manière générale, tous actes où ceux-ci seraient parties et qui auraient rapport à des biens

situés ou à des affaires à traiter, à des droits à faire valoir hors du pays de résidence. Il convient cependant, à notre avis, de ne pas perdre de vue le caractère impératif de la règle « *locus regit actum* » en ce qui concerne les actes authentiques. Un tribunal français ne pourra donc admettre que l'intervention du consul ait donné à un acte le caractère authentique s'il n'a pas été reçu par les officiers publics compétents en Indochine.

Nous ne répondons pas des conséquences qui pourront se produire après l'établissement de ces consulats car ce sont les consuls qui remplacent les chefs de congrégations dans les rapports officiels. Nous avons exposé nos idées plus haut et ne faisons que rappeler qu'il existe en Indochine plus de 300.000 Chinois, contre 30.000 Français.

CHAPITRE VI

LES CONGRÉGATIONS CHINOISES

Notions sommaires sous les Gouvernements Annamites

Nous avons dit que les Chinois immigraient en grand nombre en Indochine. Un grave problème se posa pour le Gouvernement Annamite. Celui-ci comprenant qu'il aurait été vexatoire d'assimiler complètement les immigrants au reste de la population, s'avisant d'autre part qu'il serait habile de les réunir en groupements dont le chef responsable se ferait mieux obéir qu'une autorité annamite, leur permit de se réunir en association ou Bang, conservée sous le nom de Congrégation.

Dans chaque province il y avait autant de bang que de dialectes différents, on sait en effet que si la langue écrite des Chinois se traduit uniformément dans tout le Céleste Empire par des caractères identiques, la langue parlée diffère au contraire suivant les régions, à tel point qu'on voit souvent deux Chinois de provinces différentes ne pouvant se comprendre par une conversation orale, en être réduits à se communiquer leur pensée, le pinceau à la main, en les traduisant en caractères.

Donc les immigrants pouvaient former par province autant de bangs qu'il y avait de dialectes différents, et nous verrons plus loin que l'Administration française a consacré cet usage.

C'est ainsi qu'il y avait et qu'il existe encore des congrégations de Canton, Hainan, Phuc Kien, etc...

Si les représentants d'un dialecte étaient trop peu nombreux ils pouvaient se fondre dans une autre congrégation. Si, au contraire, dans une province, les Chinois de Hainan, par exemple, étaient en trop grand nombre, ils pouvaient constituer des sous-congrégations, dans lesquelles ils se groupaient suivant leur province d'origine. Toute cette réglementation avait été édictée par une décision royale de la treizième année de Gia-Long, c'est-à-dire de 1814. A la tête des congrégations ou bang, en vertu d'une décision de la dixième année de Ming-Mang (1830), devait se trouver un chef appelé Bang-Truong élu sur l'ordre de l'Administration par les notables commerçants les plus riches du groupement.

L'élection devait être ratifiée par l'autorité provinciale. Ce chef de congrégation servait d'intermédiaire entre ses administrés et les autorités annamites ; il remplissait à l'égard des Chinois les fonctions que remplissait le maire des villages auprès des Annamites ; c'est ainsi qu'il était chargé d'établir les rôles de l'impôt et d'en recouvrer le montant.

D'autre part il jouait le rôle de conciliateur entre les membres de la congrégation, lorsqu'un litige de peu d'importance les divisait, et leur servait d'avocat auprès de l'administration provinciale lorsque celle-ci les poursuivait.

L'impôt était perçu sur les rôles nominatifs dressés tous les ans au dixième mois par les soins du chef de congrégation. Celui-ci divisait ses administrés en trois catégories :

1° ceux qui, étant âgés de plus de soixante ans, étaient exempts d'impôts ;

2° ceux qui, âgés de moins de soixante ans, possédaient

des biens ou exerçaient une profession lucrative, leur permettant de payer l'impôt complet, c'était la classe des huu-vat-luc ;

3° ceux qui, n'ayant pas encore une position assurée, ne payaient que la moitié de l'impôt, on les nommait les vo-vat-luc.

Pouvaient être rangés dans cette dernière catégorie ceux qui n'avaient pas encore trois ans de séjour en Annam, et il faut reconnaître que ce moyen était très habile pour favoriser le mouvement d'immigration.

Le montant de l'impôt, qui avait été fixé à deux pièces de coton ou de fer brut d'une valeur de soixante ligatures, par la décision royale de la 13^e année de Gia-Long (1814), fut modifié par une ordonnance de Minh-Mang qui, en 1830 (10^e année de son règne) exigea deux taels d'argent des contribuables riches, un tael seulement pour ceux compris dans la troisième catégorie.

Les immigrants étaient soumis aux mêmes lois civiles que les indigènes. Une ordonnance de la 11^e année de Tu-Duc (1858) édictait des lois pénales qui leur étaient spéciales. Les principales peines dont ils pouvaient être frappés étaient la servitude militaire ou l'exil. Une fois les condamnations purgées ils pouvaient, sur proposition des autorités provinciales, être marqués au visage et reconduits en Chine. Ceux qui frappés d'arrêt d'expulsion revenaient en Annam subissaient la servitude militaire ou l'exil jusqu'à la fin de leurs jours sans pouvoir jamais plus bénéficier d'une réduction de leur peine.

Enfin, détail particulier par où l'on voit que le Gouvernement Annamite savait profiter de l'immigration chinoise jusqu'à s'en servir pour organiser une colonisation pénale : ceux qui, condamnés pour vol, assassinat, fabrication et

vente d'opium ou pour d'autres délits ou crimes, faisaient preuve de repentir, pouvaient être placés dans les colonies militaires où ils recevaient des terres à défricher.

Depuis l'arrivée des Français.

Le premier arrêté en date est l'arrêté du 11 août 1862. Cet arrêté laisse aux immigrants célestes la liberté de s'affilier à ces groupements ou de se tenir en dehors. Ils étaient divisés en deux catégories suivant qu'ils étaient ou non inscrits à une congrégation reconnue. Les premiers recevaient leur permis de séjour des mains de leur chef, les autres l'obtenaient par l'intermédiaire de la police spéciale chargée de leur surveillance.

L'arrêté du 1^{er} novembre 1863 apporta une légère modification à cette organisation : liberté était toujours laissée aux immigrants de faire partie ou non d'une congrégation mais ceux qui croyaient pouvoir se dispenser de cette affiliation devaient l'organiser en corporation d'ouvriers et choisir un chef tenu de déposer un cautionnement de six piastres par individu. Les Chinois engagés au service d'un Européen pouvaient se tenir en dehors des congrégations et des corporations, mais leur patron était astreint au versement du cautionnement. Le texte prévoyait que les chefs de congrégation seraient élus par leurs administrés et que cette élection devait être ratifiée par l'Administration, enfin il disposait que les chefs des différentes congrégations réunis en tribunal seraient chargés de trancher les différends survenus entre immigrants.

L'arrêté du 5 octobre 1871 supprima l'institution des corporations, désormais les Chinois débarquant doivent se faire agréer par une congrégation, à moins toutefois qu'ils ne justifient d'un contrat les engageant au service d'une

entreprise agricole européenne. Ce même texte décide que seuls pourront être élus chefs ou sous-chefs de congrégations, et toujours avec l'agrément de l'Administration, les Chinois notables et cela peut s'expliquer par une autre disposition du même arrêté qui rend le groupement civilement responsable de tous ses membres vis-à-vis de l'Administration. Il est à noter que le texte de 1871 reconnaît sept congrégations : Canton, Phuc Kien, Hakas, Hainan, Trieu Chéou, Phuc Chau, Kinh Chau.

Nous devons aussi signaler qu'il n'y est plus question de tribunal de conciliation constitué par les chefs des différentes congrégations.

Le 3 avril 1873 un arrêté prenant en considération les lourdes responsabilités encourues par ces chefs de groupements et congrégations, les dispense personnellement du paiement de l'impôt durant l'exercice de leurs fonctions.

L'arrêté du 23 janvier 1885 oblige tous les Chinois, qu'ils soient ou non soumis au service d'une entreprise agricole européenne, de s'affilier à une congrégation dont le nombre se réduit à cinq. Les congrégations de Phuoc Chau et Kinh Chau ont disparu car le nombre des immigrants de ces dites congrégations est infime. Le reste passe dans des congrégations de Phuc Kien et de Hainan.

L'arrêté du 19 février 1890 décide que les chefs ou sous-chefs de congrégations sont choisis par le Lieutenant-Gouverneur sur des listes de présentation dressées par voie d'élection. Ces listes comportent trois noms pour les chefs, et trois pour les sous-chefs. Sont éligibles les asiatiques de première et deuxième catégories qui ont au moins deux années de résidence en Indochine. On est électeur quand on paye l'impôt de capitation. L'élection a lieu tous les deux ans, les sortants sont rééligibles.

Fonctions de Chefs de Congrégations. — Ils devront concourir avec les agents de l'administration et les notables des villages à la police de leurs congrégations. Ils exercent sur ce groupement une surveillance directe et doivent recourir au besoin à la protection des autorités pour assurer leur intervention dans l'intérêt de l'ordre public. Le texte leur impose en outre l'obligation de tenir les registres de contrôle où sont portés les noms de leurs administrés, leur résidence, leur mutation, etc. Ils doivent les faire viser tous les mois pour concordance par le chef de leur circonscriptions.

Le tiers du produit des amendes infligées aux asiatiques étrangers serait acquis aux chefs de congrégations qui auraient dénoncé les délinquants ou constaté le délit. Ils sont révoqués et passibles d'une amende de 100 à 2.000 piastres lorsqu'ils ont accepté l'immigration, en connaissance de cause, d'un asiatique étranger ayant été préalablement expulsé de l'Indochine ou auquel le territoire dudit pays aurait été interdit à la suite d'une condamnation judiciaire ou administrative. Le chef de congrégation qui aurait fait disparaître de ses registres le nom d'un ou de plusieurs de ses administrés est révoqué et puni de huit jours de prison pour chaque nom fraudé sans préjudice à la responsabilité pécuniaire qu'il encourt vis-à-vis du fisc.

Le chef de congrégation qui aurait laissé un de ses congréganistes quitter sa circonscription sans lui délivrer les titres de mouvement obligatoires est aussi puni.

L'ordonnance royale du 31 décembre 1891 pour le Cambodge adopte le même régime pour les congrégations, avec la seule différence que les chefs sont élus pour un an au lieu de deux.

Le décret du 17 septembre 1904 apporte quelques nouveautés. L'élection du chef est alternée avec celle du sous-chef.

Une mesure originale est celle en vertu de laquelle aucune élection partielle ne peut avoir lieu dans les six mois qui précèdent les assemblées générales, si dans cette période les emplois de chef ou de sous-chef deviennent vacants à la fois, le lieutenant-gouverneur désigne un membre de la congrégation pour assurer les services momentanément. La deuxième nouveauté, c'est que lorsqu'un sous-chef aura été élu à la place d'un chef décédé, démissionnaire, absent ou dont le mandat est expiré, on ne devra procéder au remplacement du sous-chef qu'après ratification de l'élection par le lieutenant-gouverneur.

L'arrêté du 18 mai 1905. — Les chefs et sous-chefs reçoivent une carte d'identité spéciale leur conférant toutes les prérogatives attachées à la carte photographique dans l'arrêté de 1902 et les dispensent du détenteur du port du fanal (obligation imposée aux asiatiques étrangers se déplaçant dans la rue après une certaine heure, et destinée à favoriser la surveillance de la police).

Arrêté du 16 octobre 1906. — D'après cet arrêté les chefs de congrégation seraient responsables de l'impôt dû par leurs ressortissants en vertu de l'engagement pris lors du débarquement de l'immigrant.

Il fut décidé que le collège électoral serait composé à Saïgon et Cholon des asiatiques inscrits à la catégorie hors-classe ou à l'une des trois premières catégories, et dans l'intérieur de tous ceux inscrits aux rôles des patentes et de l'impôt foncier.

Quant à l'éligibilité, elle fut conférée sans distinguer entre les villes et les provinces, aux Asiatiques de la caté-

gorie hors classe, ou des trois premières catégories, résidant en Indochine depuis deux ans au moins et n'ayant jamais subi de condamnation.

Les chefs doivent tenir, en chinois ou en français, un contrôle nominatif de leurs ressortissants. Les congrégations peuvent admettre dans leur sein tel ou tel membre qui leur convient, de même qu'il leur est loisible d'en expulser tous les individus dont elles déclareraient ne pas vouloir se charger. Dans ce cas le Chinois radié doit quitter sans délai l'Indochine.

Arrêté du 12 janvier 1907. — Il autorise les congrégations de Saïgon et de Cholon à percevoir diverses taxes pour couvrir les frais de gestion.

Le même régime s'applique au Tonkin avec les quelques différences que nous reproduirons plus bas. Dans chaque province il y a une seule congrégation et l'arrêté du 9 septembre 1885 organise dans chaque agglomération minière une congrégation, elle sera formée sans distinction d'origine ou de provenance.

Décret du 25 mars 1903, sur les congrégations de 20 personnes. Chaque groupement déterminera lui-même dans des statuts spéciaux le mode d'élection des chefs et sous-chefs, et la rétribution à leur accorder pour leurs fonctions sur les ressources de la congrégation.

Sauf les cas de crime ou de délits graves, la congrégation ne fait jamais intervenir l'autorité, le syndic juge les fautes de ses membres et leur inflige des peines. Ils organisent les pompiers, les veilleurs de nuit, ils ont une caisse autonome alimentée par les revenus et les cotisations et peuvent contracter des emprunts.

Le régime actuel des congrégations est régi par les arrêtés suivants que nous citons par ordre de date :

16/10/1906 : pour la Cochinchine.

12/12/1913 : pour le Tonkin.

15/11/1919 : pour le Cambodge.

25/12/1926 : pour l'Annam.

La Convention de 1930 n'a pas parlé de congrégations : le même régime s'applique.

A quelques différences près ces arrêtés ont des bases identiques.

Ils fixent dans chaque partie de l'Indochine à laquelle respectivement ils s'appliquent le nombre et l'appellation des congrégations autorisées ; ils instaurent un mode d'élection des chefs et sous-chefs qu'ils soumettent à des conditions d'éligibilité nettement établies : ils énumèrent leurs fonctions : surveillance en matière de police et maintien de l'ordre, obligation de tenir un contrôle nominatif des membres affiliés de la congrégation et de signaler aux autorités françaises les changements survenus par suite d'admissions nouvelles ou de décès, de départ ou de fuite, responsabilité civile en matière de recouvrement d'impôts, mais aussi autorisation de percevoir pour les actes de leur ministère des taxes dont le tarif est fixé par l'administration.

Ces arrêtés codifient en même temps toutes les prescriptions précédemment édictées en matière d'immigration et précisent l'organisation administrative minutieuse créée à cet effet : formalités à remplir pour l'entrée, la sortie ou le changement de résidence, passeport, permis de séjour, carte d'identité, surveillance, contrôle de la main-d'œuvre, etc...

Enfin ils imposent aux Chinois des droits de capitation variables suivant leur classe d'immatriculation et dont le tarif a été depuis maintes fois modifié.

Les différentes mesures que contiennent ces quatre arrêtés établis avec un soin particulier avaient pour but à la

fois d'identifier et de surveiller les immigrants chinois et aussi de les faire normalement contribuer aux charges publiques. Il est vrai de dire que les Chinois ont longtemps protesté contre le poids et le principe même de cet impôt spécial auquel ils furent soumis. Son appellation courante « taxe de capitation » devait être pour beaucoup dans cette défaveur chez un peuple particulièrement soucieux de la face, et puis ils se plaignaient d'être les seuls étrangers astreints à une telle imposition.

A cet égard ils appuyaient leurs revendications sur les termes mêmes de l'article 4 de la convention commerciale franco-chinoise signée à Tien-Tsin le 25 avril 1886 et complétée par une convention additionnelle signée à Pékin le 26 juin 1887 et qui stipulait que les sujets chinois obtiendraient pour leur personne, leur famille et leurs biens, protection et sécurité à l'égal de la nation européenne la plus favorisée.

Nous répondrons à ces arguments en faisant remarquer d'abord que ladite convention n'a jamais été promulguée, et ensuite que les quatre arrêtés successivement intervenus au cours de l'année 1920 au Cambodge, en Annam et au Tonkin, et en dernier lieu en Cochinchine, ont institué une taxe représentative de l'impôt personnel et des prestations sur les citoyens français et sur les étrangers européens et assimilés ; enfin que tout dernièrement la grande satisfaction morale qu'ils attendaient leur a été donnée au Cambodge et en Cochinchine où deux arrêtés, respectivement datés des 9 septembre et 30 octobre 1935, ont stipulé que la taxe de capitation imposée aux asiatiques s'appellerait dorénavant : « impôt personnel des étrangers bénéficiant d'un statut privilégié ».

Nous sommes aujourd'hui en mesure d'ajouter que des

textes similaires sont depuis intervenus en Annam et au Tonkin, le Gouverneur Général ayant approuvé deux arrêtés, l'un du Résident Supérieur en Annam en date du 6 décembre 1935, l'autre du Résident Supérieur au Tonkin en date du 7 décembre, tous deux précisant que la formule « étrangers bénéficiant d'un statut privilégié » était une appellation réservée uniquement aux ressortissants chinois.

La question s'est posée de savoir si lesdites congrégations constituaient des personnes morales, si elles étaient des associations de droit privé ou des établissements publics, si, en un mot, elles avaient la capacité de posséder et de contracter.

Ce fut là une question difficile à résoudre et sur laquelle la jurisprudence ne s'est jamais prononcée avec netteté.

La raison en est que, dans les quatre arrêtés cités tout à l'heure comme constituant les textes fondamentaux en la matière, on chercherait en vain des dispositions concernant l'organisation intérieure des congrégations, leur administration, leurs biens et leur budget. Une délibération du Conseil privé du Gouvernement de l'Indochine en date du 16 décembre 1895 a décidé que, si en principe les congrégations asiatiques n'ont pas d'existence civile reconnue et ne constituent pas des personnes morales, elles peuvent cependant détenir des biens en pleine et entière propriété. Un arrêt de la Cour d'Appel de Saigon du 18 septembre 1896 est intervenu dans le même sens. Les congrégations, précise-t-il, ne sont pas des personnes morales mais elles constituent des sociétés de fait dont le chef n'est autre chose qu'un *negociorum gestor* qui a par suite qualité pour accomplir tout ce qui est utile dans l'intérêt même des associés. En conséquence, une cession à une telle congrégation d'un

terrain en toute propriété confère à son chef la faculté de le céder, de le vendre ou de l'hypothéquer selon les besoins de la congrégation.

La jurisprudence a évolué par la suite et c'est ainsi qu'est intervenu, typique en matière, un jugement du Tribunal de première instance de Saigon en date du 20 octobre 1923 qui décide qu'une congrégation chinoise ne constitue pas une personne administrative de droit public colonial, placée à ce titre sous la tutelle du Gouvernement et ne pouvant accomplir qu'avec la seule autorisation de celui-ci les actes importants de la vie civile, notamment ester en justice et acquérir des immeubles. En prenant une telle décision, qui fut d'ailleurs particulièrement discutée, le Tribunal de Saigon paraît s'être basé sur ce fait historique que la France avait trouvé les congrégations constituées et agissantes en possession de droits et d'usages traditionnels ou concédés par les Souverains d'Annam. Le législateur ne les avait donc ni organisées ni réorganisées. Il avait voulu simplement qu'elles servent à des fins de police et avait fait de leurs chefs d'utiles intermédiaires entre l'autorité publique et la population chinoise en leur imposant des obligations bien déterminées et en les astreignant à une responsabilité même pécuniaire, responsabilité qui, en définitive, retombait sur tous les membres associés. Bien que parfois dans la réalité la congrégation n'ait pas toujours constitué cet auxiliaire sur lequel on comptait, et qu'elle fût souvent un syndicat de défense luttant contre les projets du Gouvernement, l'Administration n'a cessé de désirer la conserver comme organe de police apte malgré tout à surveiller et à contenir une nombreuse population. Témoin cet arrêt de la Cour de Saigon qui, ayant à décider d'une réclamation d'un Chinois contre le Chef de congrégation, lequel

lui avait refusé la délivrance d'un certificat nécessaire à l'obtention de son passeport pour la Chine, précise que retenir la connaissance d'un tel litige, ce serait favoriser l'esprit d'indiscipline et de révolte, ou tout au moins l'humour vagabonde des 77.000 Chinois habitant alors la Cochinchine (nous sommes en 1896) et décourager les chefs de congrégation dont le recrutement est déjà difficile en raison de leurs charges, sans cesse exposés à se défendre d'avoir commis un prétendu abus de pouvoir ou une prétendue atteinte au principe de la liberté individuelle et au droit des gens alors qu'ils agissent en se conformant aux lois et règlements du pays qui leur donne l'hospitalité.

Pour compléter notre étude sur les congrégations nous donnons ci-joint le nombre de Chinois en Indochine et dans les grandes villes :

Annam	10.650		
Cambodge	105.700		
Cochinchine	170.700		
Laos	3.200		
Tonkin	35.550		
Total		325.800	
VILLES :			
Battambang	12.000		
Kompong-Thom	8.000		
Kampot	17.000		
Cholon	66.000	sur	134.000
Saigon	34.000	sur	122.000
Pnom-Penh	29.000	sur	96.000
Haiphong	19.000	sur	124.000
Hanoi	5.000	sur	128.000
Nam-Dinh	1.500	sur	80.000
Tourane	600	sur	27.000

Nous avons dit précédemment que les Empereurs avaient divisé les Chinois en bang ou congrégations. Il en reste actuellement cinq : Canton, Phuc-Kien, Trieu-Chau, Hakas, Hainan.

Nous donnons ci-joint leurs métiers :

I. *Les Cantonnais* (les plus nombreux).

Ils s'occupent du commerce et de l'industrie. On les emploie pour décortiquer le riz. Ils tiennent des magasins de soieries, de sucreries, des chantiers de bois, des briqueteries, des poteries, des fours à chaux, des ateliers de construction de jonques.

Ils ont des magasins d'exportation : peaux, cardamome, gomme-gutte.

Ils sont entrepreneurs en maçonnerie, marchands de meubles, restaurateurs.

Comme ouvriers ils sont maçons, charpentiers, tailleurs, cordonniers, bouchers.

Enfin il faut ajouter que toutes les chaloupes naviguant dans les eaux de Cochinchine appartiennent à des Cantonnais.

II. *Congrégation de Phuc-Kien.*

Les originaires de Phuc-Kien s'occupent en général du commerce.

Ils sont 63 à Saïgon et 135 à Cholon.

Ils ont des usines à Cholon et font le commerce du riz. Ils ont des épiceries à la rue Catinat de Saïgon.

III. *Congrégation de Trieu-Chau.*

Les originaires de Trieu-Chau sont des bateliers de rivière et des coolies employés à l'embarquement et au débarquement des marchandises dans le port de Saïgon.

Ils sont nombreux à Can-Tho, Soctrang, Tra-Vinh, Rach-Gia, Bac-Lieu.

Dans ces provinces ils cultivent les rizières.

IV. *Congrégation de Hakas.*

Ils sont commerçants. Comme ouvriers ils sont forgerons, tailleurs de pierre, mécaniciens, fabricants de chaussures, boulangers.

Ils vendent du thé.

V. *Congrégation de Hainan.*

Les originaires sont des agriculteurs. Ils ne sont pas doués pour le commerce.

Les Chinois dans les différentes provinces de l'Indochine occupent des métiers différents :

Au Cambodge ils sont agriculteurs,

En Annam ils sont commerçants,

Au Tonkin ils sont agriculteurs (1/5).

Ils s'occupent de commerce. On se sert d'eux dans les constructions mécanisées, aux ateliers des chemins de fer, aux chantiers de construction maritime, aux exploitations minières.

CHAPITRE VII

LES MINH HUONG

Les Minh Huong sont des métis sino-annamites ou sino-cambodgiens nés en Indochine de père chinois et de mère annamite ou cambodgienne. Ils sont, d'après les derniers recensements, au nombre de 141.430, se répartissant comme suit :

- 1° Cambodge : 68.430 ;
- 2° Cochinchine : 73.000.

L'origine du mot Minh Huong vient de Minh Mang (1821-1847) car c'est sous son règne et ses successeurs Thieu Tri et Tu Duc que s'est organisée la situation des Minh Huong. Mais cette origine est contestée. On a dit que le mot Minh Huong venait des réfugiés de la dynastie des Minh qui fut renversée à la fin du XVII^e siècle et qui avaient demandé asile à la Cour d'Annam.

Voici ce qui se produit historiquement : à la fin du XVII^e siècle des guerriers de la dynastie des Minh sont venus demander asile à la Cour d'Annam, puis d'autres paisibles Chinois sont venus à la suite pour chercher en Annam des moyens d'existence.

Ils étaient tous dans un état de dénuement total et ne pouvaient compliquer leur existence par la présence d'une femme. Les préjugés xénophobes chinois faisaient qu'il était à la fois exécration et impur qu'une femme du Céleste Em-

pire fût mise en contact avec des étrangers même annamites et donnât naissance à d'inauthentiques fils de Han. Ainsi les premiers immigrants chinois furent bien vite contraints à prendre femme en Annam. On a dit que le prestige évident de leurs longues tresses leur facilita l'accès des familles indigènes. Ainsi fut engendrée une race nouvelle et le gouvernement annamite eut conscience du parti qu'il pouvait tirer d'une telle situation en créant pour ces métis un régime de faveur.

Jusqu'au XIX^e siècle, c'est-à-dire avant que régnât le roi Minh Mang, ils furent considérés purement et simplement comme des Chinois.

A ce titre on les trouvait dans les bang aux côtés de leur père. Mais Minh Mang résolut de les attacher au sol où ils étaient nés et par une ordonnance de 1827 il décréta qu'ils seraient désormais sujets annamites et qu'ils formeraient dans chaque groupe une association à part ce qui, évidemment, ne devait pas manquer de flatter leur amour-propre. Décision encore plus agréable, ils voyaient leur impôt personnel diminuer de moitié, il leur était reconnu les mêmes droits politiques qu'aux Annamites et ils étaient admis à toutes les charges du royaume, faveur qui n'avait jamais été concédée à leurs pères. Enfin, et toutefois, il leur était imposé de porter le costume annamite et de faire disparaître purement et simplement leur tresse. Deux ans plus tard, en 1829, dixième année de son règne, le même Minh Mang prit une nouvelle ordonnance dictée évidemment à son auteur par le souci d'assurer le repeuplement du royaume et qui consacra pour les Chinois venus s'y fixer le droit et l'autorisation de se marier avec les filles du pays. Elle édictait en outre des peines sévères et exceptionnelles à l'effet d'interdire l'exode vers la Chine des familles nou-

velles créées et aussi le port de la tresse par les Minh Huong. Si le Chinois se marie alors qu'il n'est venu qu'une fois en passant pour les besoins de son commerce, faculté que l'ordonnance lui refusait, le mariage est cassé, les époux sont respectivement punis de 100 coups de truong (coups de rotin) et les présents de noces sont confisqués au profit de l'Etat. 100 coups de truong également à la personne qui a fait le mariage, 90 seulement à l'entremetteur, au chef de congrégation et aux voisins.

Rétrogradation d'un degré et déplacement pour les fonctionnaires qui, en connaissance de cause, auront toléré le mariage. Le Chinois régulièrement marié, c'est-à-dire inscrit sur le rôle, amène-t-il sa femme en Chine ? Alors l'homme est expédié en servitude militaire et l'autre en esclavage après que chacun d'eux se sera vu généreusement octroyer 100 coups de truong, même peine pour l'entremetteur, le chef de congrégation et les voisins.

Rétrogradation de deux classes et déplacement pour les fonctionnaires ayant toléré le mariage, de quatre classes pour ceux qui, chargés des postes de surveillance des voies de terre et d'eau, auront manqué d'attention dans leurs investigations.

Si le Chinois amène en Chine ses enfants Minh Huong, il sera puni, ainsi que sa femme, le chef de congrégation et les voisins qui auront eu connaissance du fait et ne l'auront pas dénoncé, de 100 coups de truong. Le fonctionnaire qui aura volontairement toléré le départ, et ceux chargés des postes de surveillance se verront appliquer la même peine.

Enfin le Chinois qui aura rasé la tête de ses enfants Minh Huong en leur laissant la tresse à la mode chinoise sera puni du maximum de truong, ainsi que sa femme, les

parents qui n'auront pas dénoncé le fait et même la personne qui aura fait le mariage.

Les prescriptions des ordonnances de Minh Mang furent confirmées et rappelées dès le début de son règne par son successeur Thieu Tri. Plus tard le roi Tu Duc, désireux de rendre leur sort plus attrayant, permit aux Minh Huong de prendre part aux concours donnant accès aux carrières administratives et accorda une nouvelle réduction d'impôt à ceux qui subiraient avec succès les épreuves d'examen bi-annuelles. Ajoutons que son premier ministre a été un Minh Huong.

Il y a pour l'administration française un réel intérêt à conserver une telle réglementation inspirée par des vues politiques profondes, pleines de sagesse et de prévoyance et qui répondait encore dans les débuts de l'occupation comme autrefois à la nécessité de peupler de vastes étendues de territoires demeurées à peu près incultes.

A la vérité les premières décisions des autorités françaises maintinrent l'assimilation des Minh Huong aux Annamites.

Mais la question a largement évolué et l'interprétation de l'arrêté du pouvoir exécutif du 23 août 1871 qui précisait quels seraient désormais les asiatiques soumis à la loi annamite, loin de régler la condition des Minh Huong, a, au contraire, soulevé les plus vives controverses car, aux termes de cet arrêté, ils figuraient maintenant parmi les asiatiques étrangers. Pourtant une décision du Gouverneur de la Cochinchine, en date du 31 août 1874, par conséquent intervenue postérieurement, a prescrit que les Minh Huong seraient entièrement et sans aucune réserve assimilés aux Annamites pour ce qui concerne l'administration, les lois et les règlements de police, l'état civil et la redevance des

impôts de toute nature, participeraient aussi aux mêmes privilèges, mais supporteraient les mêmes charges. Toutefois cette décision n'avait essentiellement que le caractère d'une mesure administrative provisoire destinée à régler le sort d'une catégorie d'individus tant qu'un texte plus général émanant de l'autorité supérieure ne serait pas promulgué. Or ce texte existe : c'est le décret du 3 octobre 1883 qui a rendu applicable en Indochine le titre I^{er} du Code Civil. Nous avons dit tout au début que la question de savoir si les Minh Huong sont des Chinois ou Annamites a donné lieu à de vives controverses. Ce problème a été savamment étudié par Lancou-Barème, directeur de l'Administration Judiciaire de la Colonie, qui s'est préoccupé de la question et a rédigé un long article de doctrine paru en 1920 au Recueil de Législation et de Doctrine coloniales publié par Daresté.

Après avoir commenté les décisions et circulaires administratives intervenues après l'arrêté de 1871, M. Lancou-Barème a abouti aux conclusions suivantes : en Cochinchine et dans les territoires de Hanoi, Haiphong, Tourane, pays français du fait du décret du 3 octobre 1883, qui a rendu applicable aux Annamites et Asiatiques assimilés le titre I^{er} du Code Civil Français, les Minh Huong sont de nationalité chinoise à moins qu'ils ne réclament la qualité de Français dans l'année de leur majorité.

En Annam et au Tonkin, au contraire, pays de protectorat, ils sont et demeurent sujets annamites. Sur le premier point la jurisprudence, qui n'avait pas encore été appelée à se prononcer, s'est ralliée à cette thèse pour la première fois en Cochinchine par un jugement du Tribunal de première instance de Saigon en date du 21 novembre 1921. Ce jugement a trait à l'application d'un arrêté du Gouver-

neur Général du 4 juin 1920 approuvé par décret du 26 octobre de la même année qui assujettit à l'impôt de mutation par décès les successions des Français ou assimilés et des Asiatiques étrangers de toute nationalité ou qui leur sont dévolus, exonérant ainsi de cet impôt les successions indigènes ou profitant à des indigènes. Le Tribunal a décidé qu'un Minh Huong, appelé à recueillir la succession de sa mère annamite, mais n'ayant pas rempli les formalités requises par le décret du 3 novembre 1883 pour acquérir la qualité de sujet français, doit être considéré comme un Asiatique étranger assujetti aux droits de mutation par décès en vertu de l'arrêté de 1920, cet arrêté approuvé par décret devait être constitué comme ayant abrogé partiellement la décision du 31 août 1874 en soumettant les asiatiques étrangers sans exception à l'impôt successoral.

Sur le deuxième point la jurisprudence avait tout d'abord jugé que les Minh Huong de l'Annam et du Tonkin étaient de nationalité chinoise, solution critiquée par Lancou-Barême. En particulier la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation avait considéré dans un arrêt du 5 décembre 1919 que les Minh Huong d'Annam étant inscrits à des congrégations devaient être considérés comme des étrangers. M. Lancou-Barême observe que la Cour de Cassation n'a pas été éclairée sur la véritable condition des Minh Huong en pays de protectorat et qu'au surplus, en l'espèce, elle n'avait pas été directement appelée à trancher la question de nationalité de ces fils de Chinois et de femme annamite.

Mais depuis la publication de sa savante étude la jurisprudence a évolué et se trouve maintenant fixée par un jugement du tribunal de première instance de Hai Phong en date du 29 mai 1929 qui fait autorité en la matière. L'espèce

soumise au tribunal était la suivante : une femme annamite veuve d'un Chinois, agissant tant en son nom personnel, qu'en sa qualité d'usufruitière, que comme tutrice légale de sa fille mineure, née de son mariage, poursuivait un autre annamite, protégé français, en déguerpissement d'une parcelle de terre dépendant de la succession. Elle avait saisi le tribunal de Hai Phong, tribunal français statuant en matière indigène en prétendant à l'appui de cette compétence que la nationalité chinoise avait été acquise par elle-même du fait de son mariage avec un Chinois et aussi par sa fille mineure, Minh Huong du fait de sa naissance.

Le tribunal se déclara incompétent, après avoir repoussé cette double prétention. Voici l'analyse succincte de son jugement fortement motivé : la femme annamite née ou issue de père ou de mère originaires d'un pays de protectorat bien que protégée française demeure sujette de l'Empereur d'Annam et reste soumise aux dispositions des lois et règlements en vigueur dans son pays d'origine, situation juridique que ne lui fait pas perdre son mariage avec un Chinois. En conséquence, cette femme ne peut porter devant un tribunal français le litige né en territoire protégé entre elle et un sujet annamite.

Elle ne peut davantage prétendre à la compétence de ce tribunal en invoquant sa qualité de tutrice naturelle d'un enfant issu de son mariage et qu'elle considère à tort comme Chinois de par sa naissance. En effet, le Minh Huong issu de mère simplement protégée française suit la condition de celle-ci et naît sujet annamite et non citoyen chinois.

Ce jugement a eu l'approbation de M. le professeur Solus auteur du traité de la condition des indigènes en droit privé qui considère la solution justifiée sur les deux points,

et d'ailleurs, ajoute-t-il, conforme à la thèse précédemment soutenue par Lancou-Barème.

Cependant on doit constater l'incertitude qui règne en cette matière et la nécessité d'une réglementation uniforme. Le Pr Levasseur propose après le traité de Nankin, la solution suivante :

Sont sujets français, ceux qui étaient déjà nés et domiciliés lors de l'annexion sur un territoire colonisé, ainsi que tous ceux qui y sont nés depuis le 28 septembre 1933.

Sont protégés français, tous ceux qui sont nés en Annam, tous ceux qui sont nés au Tonkin avant le 1^{er} juillet 1931 ou après le 8 novembre 1936 ; les quarterons nés au Cambodge avant le 28 janvier 1901 et ceux qui y sont nés entre cette date et le 5 septembre 1934 à condition qu'ils aient fait, en conformité de l'article 24 ancien du Code Civil, ou de l'ordonnance du 11 décembre 1921, une réclamation agréée par le gouvernement ; les métis nés au Cambodge depuis le 5 septembre 1934.

Sont étrangers, ceux qui sont nés en pays français entre l'application du décret de 1883 et celle du décret de 1933, et n'ont pas réclamé la nationalité française (dans la mesure où ils pouvaient le faire), ou ne la réclameront pas (si l'on admet que le décret de 1897 n'est pas applicable aux Chinois), les métis nés au Tonkin entre le 1^{er} juillet 1931 et le 8 novembre 1936, les métis nés au Cambodge de mère cambodgienne et de père chinois de pure race avant le 5 septembre 1934, les quarterons nés au Cambodge entre le 28 janvier 1901 et le 5 septembre 1934 qui n'ont pas formulé la réclamation prévue à l'article 24 du Code Civil, et l'ordonnance du 11 décembre 1921, ou dont la demande n'a pas été agréée.

Nous croyons qu'il est normal de considérer les Minh Huong comme des sujets ou protégés français, à moins qu'ils veulent opter pour la nationalité chinoise, dans ce cas ils seront considérés comme des étrangers et ne bénéficieront pas des avantages réservés aux Français ou aux Indochinois. Jusqu'ici leur condition n'est pas nette et c'est fâcheux.

Les Minh Huong optent tantôt pour la nationalité chinoise, tantôt pour la nationalité indochinoise quand ils y voient quelques avantages. Nous devons prendre une décision à ce sujet.

CHAPITRE VIII

QUELQUES MOTS SUR LES NUNG

Les Nung sont les habitants limitrophes qui se sont installés en Indochine dès le 10^e et le 16^e siècle. Leur nombre varie de 80 à 100.000.

L'arrêté du 23 août 1871 les range parmi les asiatiques assimilés. Ils paient un impôt moins lourd que les Chinois, circulent sans laisser-passer et sont admis à servir dans l'armée.

Puis viennent d'autres Chinois, et on leur donne aussi le qualificatif de Nung. C'est une erreur.

Les Nung occupent, en général, les régions de frontière de Lao-Kay jusqu'à Lang-Son. Ils se distinguent par leur costume et par la langue. Ici, et surtout, depuis la convention de 1930, nous devons ranger les Nung, les vrais, comme des sujets annamites tandis que les autres doivent être considérés comme des étrangers et sujets à être expulsés.

CHAPITRE IX

DROIT POUR LES CHINOIS

**de prendre part aux adjudications et aux marchés
passés en Indochine pour le compte des
administrations de l'Etat ou de la Colonie**

Un décret du 18 novembre 1882 règle les conditions des adjudications et marchés passés en France au nom de l'Etat. Ce décret a été déclaré applicable aux colonies dans ses dispositions principales par un autre décret du 26 août 1898 promulgué en Indochine par arrêté du Gouverneur Général du 16 octobre 1899. Le décret de 1882 ne contient aucune clause excluant d'une façon générale les étrangers. L'art. 3 décide seulement que les adjudications qui ne peuvent, sans inconvénients, être livrées à une concurrence illimitée, sont soumises à des restrictions permettant de n'admettre que les soumissions émanant de personnes capables par l'administration.

En ce qui concerne l'Indochine divers textes ont réglementé la matière de l'adjudication, savoir :

1° Un décret du 20 janvier 1889 rendu applicable en Indochine par arrêté du Gouverneur Général en date du 26 mai 1889 et relatif aux clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies. Il ne contient aucune clause d'exclusion à l'égard des étrangers.

2°. Un arrêté du Gouverneur Général du 4 novembre 1889 relatif aux adjudications et aux marchés passés par les services généraux au nom du Gouverneur Général de l'Indochine. Cet arrêté stipule en un article que les dispositions du décret du 18 novembre 1882 sont applicables à ces adjudications et marchés.

3°. Un arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine en date du 31 décembre 1889 relatif aux fournitures de toutes espèces et aux entreprises autres que celles des travaux de Direction d'Artillerie et de la Direction des P. T. T. à exécuter en vertu des marchés passés en Indochine pour le compte du département de colonies et du Gouverneur Général de l'Indochine. Cet arrêté contient en son art. 1 une stipulation semblable à celle de l'arrêté du Gouverneur Général du 4 janvier 1889.

4°. L'art. 1 de l'arrêté du Gouverneur Général du 11 mai 1900 relatif aux marchés passés en Indochine pour le compte des services locaux et provinciaux. Il contient une clause semblable à celle de l'art. 1 de l'arrêté du Gouverneur Général du 31 décembre 1889.

5°. Enfin l'art. 2 de l'arrêté du Gouverneur Général du 29 octobre 1908 fixant les conditions auxquelles sont soumises toutes les adjudications publiques relatives à des marchés régis par les clauses et conditions générales du 20 janvier 1889. Cet article stipule seulement que « nul ne sera admis aux adjudications s'il n'a les qualités requises pour garantir la bonne exécution des travaux ».

De tous ces textes il résulte qu'en Indochine les étrangers sont admis, en règle générale, à participer à toutes les adjudications passées pour le compte des administrations de l'Etat et de la colonie.

A diverses reprises les Chambres de Commerce d'Indochine, ou de simples particuliers, ont demandé l'exclusion des étrangers en général ou du moins l'exclusion des asiatiques étrangers, c'est-à-dire des Chinois, de ces adjudications.

Ces prétentions n'ont jamais été admises par l'administration locale. Dans une circulaire en date du 22 mai 1901, adressée aux chefs des services généraux et des administrations locales de l'Indochine le Gouverneur Général déclara à ce propos, que dans l'état actuel de l'industrie et du commerce en Indochine, il est impossible, sans porter un préjudice considérable au Trésor, de limiter d'une façon générale la concurrence dans les marchés et adjudications aux seuls commerçants européens, et qu'en le faisant, l'administration s'exposerait d'ailleurs à favoriser bien souvent non pas tant les intérêts des commerçants véritablement dignes de ce nom que la spéculation des soumissionnaires peu scrupuleux qui serviraient de prête-nom aux négociants chinois.

Le Gouverneur Général, dans cette même circulaire, ajoute que si la libre concurrence doit demeurer la règle, et l'élimination l'exception, rien ne s'oppose à ce que, par application de l'article 3 du décret du 18 novembre 1882, dans certaines circonstances et en raison de certaines considérations, qu'il appartient aux chefs de service d'apprécier, les asiatiques étrangers soient écartés des fournitures et entreprises de travaux, notamment lorsque l'intérêt, soit de la défense, soit de la sécurité intérieure de l'Indochine, seraient en jeu, ou bien encore lorsque la nécessité d'accorder une protection temporaire à une industrie européenne naissante serait établie.

Dans une note en date à Hanoi du 19 décembre 1904,

émanant du secrétaire général en Indochine et approuvé le 27 mars 1905 par le Gouverneur Général, les mêmes arguments sont développés. Cette note fait remarquer, d'autre part, qu'il serait peu rationnel d'exclure les asiatiques étrangers des adjudications publiques dans les colonies où l'outillage économique français est encore imparfait.

« L'expérience, dit la note, a démontré que l'intervention des Chinois est encore indispensable à l'administration, dans bien des circonstances, par exemple lorsqu'il s'agit d'exécuter des travaux d'importance médiocre dans les régions excentriques où les entrepreneurs répugnent à s'installer et de fournir des denrées ou matières de provenance locale, ainsi que des objets manufacturés par la main-d'œuvre asiatique.

« Se priver de leur concours aurait un double résultat : 1°. la hausse des prix d'adjudication ; 2°. le défaut des garanties nécessaires. J'entends par là que les Chinois trouveraient facilement des prête-nom français dont, en fin de compte, l'administration paierait l'entremise, mais qui seraient sans doute insolvables personnellement en cas de défaillance. En résumé, dit la note, il y a lieu de maintenir le statu quo et de limiter l'exclusion des étrangers à certaines catégories de fournitures de travaux qu'il est difficile de déterminer par avance mais au sujet desquelles il est toujours possible d'insérer une clause spéciale à cet effet dans le texte du cahier des charges. » Nous ne nions pas que ces arguments sont justes, mais, depuis, les choses ont changé. Les Indochinois d'aujourd'hui veulent s'occuper des affaires de leur pays, les Français veulent aussi s'occuper des affaires de leurs sujets et protégés, et il est juste d'exclure les étrangers des adjudications et des marchés passés en Indochine. Nous ne croyons pas à l'argument qu'invoque le

Gouverneur Général de l'Indochine au sujet de ses compatriotes et nous sommes sûrs que les Français savent faire honneur à leur parole, et ne reculent pas devant les responsabilités. Nous souhaitons que dorénavant les étrangers soient exclus des adjudications en Indochine. Nous demandons aussi que les Chinois qui se sont installés en Indochine avant l'arrivée des Français et leurs descendants qui ont opté pour la nationalité française ou indochinoise aient aussi droit aux adjudications et aux marchés passés en Indochine.

CHAPITRE X

DE L'APPLICATION AUX CHINOIS DU DÉCRET DU 27 FÉVRIER 1892 Règlementant le commerce asiatique en Indochine

La loi annamite à laquelle les indigènes et les asiatiques étrangers sont soumis en Indochine ne contient aucune disposition spéciale aux transactions commerciales.

Le décret du 27 février 1892 promulgué en Cochinchine par arrêté du 29 juin 1892, au Tonkin par arrêté du 7 avril 1901, en Annam par arrêté du 11 mai 1912, et au Laos par arrêté du 1^{er} mai 1914, est venu combler cette lacune.

L'article premier de ce décret déclare applicable aux asiatiques sujets ou protégés français et étrangers qui exercent un commerce ou une industrie quelconque en Indochine :

1° les dispositions du Code de Commerce métropolitain relatives aux sociétés, aux gages aux commissionnaires, aux voituriers, à la lettre de change et au billet à ordre, aux faillites et aux banqueroutes ;

2° la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés modifiée par les décrets 1935 ;

3° les lois du 4 mars 1889 et 4 avril 1890 sur la liquidation judiciaire.

D'autre part, dans le but de donner aux négociants européens les garanties nécessaires à la sécurité de leurs

relations commerciales avec les asiatiques, et de leur permettre de connaître l'identité exacte de ces derniers, les articles 1 à 14 du décret ont imposé à ceux-ci l'accomplissement de diverses formalités qu'il convient de rappeler :

1° Tout asiatique qui veut faire du commerce ne peut commencer les opérations que huit jours après en avoir fait la déclaration en sa langue et en français : *a*) à la mairie de la commune, ou au bureau de l'Inspection du lieu où il veut s'établir, *b*) au greffe du Tribunal de l'arrondissement (art. 3).

Sa déclaration doit énoncer : *a*) les noms du déclarant et des associés solidaires, et ces noms écrits en caractères asiatiques et en français ; *b*) les numéros de matricule du déclarant et des sus-dits associés, tels qu'ils sont portés sur le bulletin de séjour s'ils sont étrangers, et sur la carte d'impôts s'ils sont sujets français ; *c*) la désignation du lieu d'exploitation ; *d*) la désignation de la raison sociale ou de l'exploitation commerciale si le déclarant n'est qu'un gérant ou administrateur ; *e*) la signature du déclarant et celles de tous les membres de la société ou de la raison sociale ; *f*) l'empreinte du cachet qui sera la représentation exacte du nom de la raison sociale, un seul cachet pouvant être adopté (art. 4).

2° Le local de l'exploitation commerciale doit être pourvu d'une enseigne portant les noms des associés ou de la raison sociale en caractères asiatiques et en français (art. 5).

3° Les livres peuvent être tenus dans les formes du pays du commerçant et dans sa langue. Ils doivent être cotés, paraphés et visés par le président du Tribunal (art. 6).

4° Toute cessation de commerce doit faire l'objet d'une déclaration.

5° Les déclarants doivent être assistés de leur chef de congrégation, du chef de quartier à Cholon, ou des notables de la commune, lesquels affirment la sincérité de la déclaration.

6° L'omission d'un ou de plusieurs des formalités prescrites entraîne, en cas de faillite, l'application des peines de la banqueroute.

7° Les contraventions aux dispositions des décrets sont punies correctionnellement.

La mise en application de ce décret de 1892 a provoqué des protestations et des résistances très vives de la part des négociants chinois. Ils allèrent jusqu'à menacer le commerce européen de boycottage, si bien que les négociants de Saigon demandèrent à l'administration locale la suppression ou du moins la non-application des mesures édictées cependant dans leur intérêt. En fait le décret est demeuré inappliqué ou peu appliqué, et il est fort rare qu'un négociant chinois soit poursuivi ou déclaré en état de banqueroute pour ne pas s'être conformé aux prescriptions du décret.

Dans un rapport en date du 4 mai 1911, adressé au Ministre des Colonies, le Procureur Général de l'Indochine reconnaît que : 1° les prescriptions de ce décret n'ont pas été observées par les Chinois, 2° qu'un grand nombre d'entre eux ne sont pas en règle avec la loi, et que, du reste, dans la pratique, il y a lieu d'user de tempérament, surtout à l'égard des quatre dernières patentées, étant donné la nature et le peu d'importance de leurs affaires.

Les motifs de la résistance des négociants chinois sont multiples. Il est possible de signaler les principaux :

1° Le texte du décret n'a jamais, à notre connaissance, été traduit en chinois, ou en quoc ngu, ni publié, ni affiché

ainsi traduit, ni communiqué ou expliqué, soit aux notables chinois, soit à leur chef de congrégation. D'ailleurs, dans les formes techniques où il a été libellé, il serait d'une traduction difficile en chinois. Nous ne pensons pas qu'il y ait en cette langue une expression précise correspondant notamment à celle d'un associé en nom collectif. Des périphrases et des explications détaillées seraient nécessaires.

2° Le décret ne distingue pas nettement au point de vue chinois la raison sociale, qui suppose l'existence d'une société, de « l'enseigne » utilisée indistinctement par les particuliers et par les sociétés.

4° Jusqu'en 1900 les lois chinoises ignoraient totalement les sociétés commerciales ou industrielles. Depuis, divers textes chinois ont été promulgués, lesquels reproduisent plus ou moins exactement les législations européennes, française ou autres. Mais les Chinois, ceux d'Indochine surtout, ignorent les lois récentes et ne s'y conforment pas. Le plus souvent, les sociétés chinoises sont constituées par un individu, seul indéfiniment responsable à l'égard des tiers qui s'adjoit par contrat de forme variable un ou plusieurs associés, lesquels lui fournissent des capitaux, et qui entendent n'être responsables vis-à-vis des tiers que jusqu'à concurrence des fonds versés par eux dans l'entreprise commune.

Généralement le capital social est divisé en un certain nombre de parts souscrites tant par le gérant que par les autres associés. Ces parts sont cessibles, mais d'ordinaire seulement avec le consentement de tous les associés.

Ces sociétés se rapprochent, on le voit, de nos sociétés en commandite simple. Or si les sociétés en commandite simple doivent être publiées conformément aux articles 55 et 56 de la loi du 24 juillet 1867, l'article 57 de cette loi

n'exige pas que l'extrait à publier contienne les noms des associés commanditaires.

Le décret de 1892 ne fait pas allusion aux sociétés en commandite simple ni aux associés commanditaires. Par suite, ceux-ci ignorent quelle déclaration ils ont à faire pour régulariser leur situation, et pour limiter leur responsabilité aux regards des tiers.

5° Le décret de 1892 a déclaré applicable aux négociants asiatiques la loi du 24 juillet 1867 dans son ensemble, y compris par conséquent les articles 55 et 65 relatifs à la publicité des sociétés. Or il importerait de savoir — et le décret ne le dit pas — si les formalités et la publicité spéciale qu'il a organisées doivent remplacer les modes de publication prescrits par la loi de 1867 ou s'y ajouter.

6° Les clauses des actes de société passées entre Chinois varient à l'infini. Elles sont souvent obscures ou incomplètes. Les associés eux-mêmes sont rarement fixés sur le point de savoir quelle est l'étendue de leur responsabilité vis-à-vis des tiers. Lorsqu'ils sont consultés en vue de déclaration à faire au greffe du Tribunal ou à la Mairie, les hommes de loi sont souvent fort embarrassés pour savoir s'ils se trouvent en présence d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite, ou même d'une société en participation.

En cas de faillite, lorsque le syndic découvre dans les papiers du failli un acte de société, il ne manque pas de poursuivre tous les associés figurant sur l'acte comme indéfiniment et solidairement responsables. Les tribunaux sont le plus souvent fort perplexes pour statuer et leur jurisprudence a souvent varié. Dans l'intérêt du commerce européen, ils ont une tendance à voir, dans les sociétés chinoises, les sociétés en nom collectif et à déclarer tous les associés

solidairement et indéfiniment responsables. Mais il n'est pas certain que ce faisant ils interprètent exactement les conventions intervenues.

En réalité, il faut le dire, les sociétés chinoises usuelles sont spéciales ; elles ne rentrent pas exactement dans les catégories de sociétés reconnues par notre Code de Commerce et, par suite, elles se prêtent mal à l'application du décret de 1892.

7° Les négociants chinois, comme tous les négociants, redoutent les pertes de temps et la multiplicité des formalités. Tenus de se munir d'une patente chez le contrôleur des contributions directes, ils doivent en outre se rendre accompagnés de leur chef de congrégation et d'un interprète au greffe du Tribunal, parfois fort éloigné de leur domicile, pour y faire une première déclaration, puis enfin à la Mairie (ou à l'Inspection) pour y faire une deuxième déclaration analogue à la première. Ce sont là pour eux des pertes de temps, des difficultés et des occasions de dépenses qui les mécontentent.

8° Le décret de 1892 exige que l'intéressé fasse ses déclarations en sa langue et en français. Souvent celui-ci se trouve dans l'impossibilité de satisfaire à cette deuxième exigence.

Un arrêté du Gouverneur Général du 22/4/1910, approuvé par décret du 21/10/1910, a réglementé spécialement le commerce asiatique en territoire de Protectorat au Tonkin. (J. O. I. C. 28/4/1910 et J. O. R. F. 30/10/1910.)

Cet arrêté qui a été déclaré applicable en Annam (arrêté du 21/10/1911) et au Cambodge (arrêté du 12/1/1912) impose aux négociants asiatiques une seule déclaration à faire à la Résidence et spécifie que cette déclaration peut être faite dans la langue du déclarant ou en français.

Ces deux dispositions sont heureuses et devraient être généralisées.

9° L'article 6 du décret de 1892 déclare que les livres des négociants asiatiques doivent être cotés, paraphés et visés par le Président du Tribunal. Mais cet article ne spécifie pas quels livres sont soumis à cette formalité. L'arrêt du 22/4/1910 dont nous venons de parler comble cette lacune et indique en son article 6 que ces livres sont : le brouillard, le journal et le grand livre. Le décret de 1892 pourrait être avantageusement complété par une disposition semblable. Il serait même désirable d'ajouter à ces trois livres le livre d'inventaire que tous les Chinois ont coutume de tenir.

10° Le décret de 1892 exige (art. 6) que la déclaration à faire au Greffe et même à la Mairie contienne l'empreinte du cachet, qui doit être la représentation exacte du nom ou de la raison sociale. Il décide en outre qu'il ne peut être adopté qu'un seul cachet.

Or les Chinois se servent très généralement de plusieurs cachets différents : le cachet dit « des obligations » qui authentifie les engagements quelconques du négociant ou de la société ; le cachet pour la correspondance ; le cachet pour les marchandises qui s'appose sur les emballages, et enfin un petit cachet qui s'appose dans un angle des factures ou des lettres et qui comporte simplement des souhaits de bonheur à l'adresse du client ou du destinataire de la lettre.

Pourquoi interdire, avec sanctions correctionnelles, ces usages courants, auxquels les Chinois tiennent particulièrement ? Ne serait-il pas préférable de dire que le cachet à apposer sur la déclaration devra être le cachet « des obligations » ?

Telles sont vraisemblablement les causes de résistance des Chinois à l'application du décret du 27 2/1892.

Pour la sécurité des transactions commerciales, il importe cependant, l'expérience l'a montré, que ce décret ne demeure pas plus longtemps lettre morte et que les négociants français traitant avec les Chinois sachent exactement à qui ils ont affaire et, s'il s'agit de sociétés, quelles sont la nature et la surface de cette société, quels sont ses membres et quelle est l'étendue de la responsabilité de ceux-ci.

Nous pensons qu'un tel résultat pourrait être obtenu par l'adoption des dispositions suivantes faciles à réaliser :

1° Faire traduire en chinois et quoc-ngu, par des interprètes possédant une réelle connaissance du droit et des expressions juridiques, le texte du décret de 1892.

2° Envoyer un certain nombre d'exemplaires imprimés de cette traduction à la Chambre de Commerce chinoise de Cholon, ainsi qu'aux chefs de congrégation et aux principaux notables négociants de toute l'Indochine.

3° Charger une commission comprenant un représentant de l'autorité administrative, un contrôleur des Contributions directes, un receveur de l'Enregistrement, un conseiller à la Cour d'Appel, un notaire, un avocat défenseur, un ou plusieurs notables négociants français, un ou plusieurs notables négociants chinois, un ou plusieurs notables négociants annamites, un ou plusieurs chefs de congrégation chinois, de rédiger à l'usage des négociants asiatiques un commentaire approprié du décret de 1892.

Ce commentaire, traduit en caractères quoc-ngu, exposerait aux intéressés la nature et l'étendue des obligations à eux imposées par le décret. Il leur indiquerait clairement qu'ils ont la possibilité d'organiser leurs sociétés à leur convenance soit en société en nom collectif avec responsabilité solidaire et illimitée de tous les associés, soit

en société en commandite simple avec responsabilité limitée des associés commanditaires seulement, soit en société en participation pouvant être ignorée des tiers et dispensée de toute publicité conformément aux articles 47 à 50 du Code de Commerce, soit, enfin, en société anonyme par actions, ou en commandite par actions.

Le commentaire pourrait être utilement accompagné, pour les sociétés autres que les sociétés par actions, de formules d'actes de sociétés conçues dans la mentalité chinoise, formules qui pourraient, sans être obligatoires, servir de modèles aux négociants chinois pour leurs actes de société.

Nous sommes persuadé que ces négociants adopteraient volontiers de tels modèles, heureux de se mettre ainsi en règle avec la loi française et à l'abri des responsabilités pécuniaires et pénales auxquelles ils sont actuellement exposés.

4° Décider que les négociants asiatiques n'auront qu'une déclaration à faire dans leur langue ou en français, et que cette déclaration sera faite dans le bureau du contrôleur des Contributions directes (ou du fonctionnaire en tenant lieu) qui en délivrera récépissé.

5° Décider qu'aucune patente ne pourra être délivrée par le contrôleur des Contributions si ce n'est après déclaration faite conformément au décret de 1892.

6° Remettre au contrôleur, en vue des déclarations à recevoir par lui, des questionnaires imprimés que les intéressés n'auraient qu'à remplir. Ce questionnaire devrait être différent pour les particuliers et pour les sociétés. Tout en correspondant aux exigences du décret de 1892, il serait rédigé en termes simples pouvant être bien compris du déclarant. Le contrôleur assisté des chefs de congrégation et d'un interprète pourrait du reste guider et conseiller

utilement le déclarant au moment de sa déclaration. Le contrôleur trouverait dans la déclaration reçue par lui, et au besoin contrôlée par lui, grâce aux moyens dont il dispose, des éléments d'information très utiles pour la délivrance des patentes et l'établissement du rôle de la contribution des patentes.

7° Décider que chaque année, lors du renouvellement de la patente, le contrôleur devra interroger chaque négociant, individu ou société, touchant les modifications ayant pu se produire dans l'organisation et le fonctionnement de sa maison, et provoquer, si elles n'ont pas encore été faites, les déclarations nécessaires.

8° Décider que toute personne pourra obtenir du contrôleur des contributions moyennant une taxe modique une copie conforme des déclarations que cette personne désignera.

9° Décider que, par les soins du contrôleur, chaque patente portera la date et le numéro d'ordre de la déclaration faite par le titulaire de la patente ainsi que l'empreinte du cachet apposé sur sa déclaration.

Aux termes de l'article 27 § 2 du décret du 15 janvier 1889, tout commerçant ou industriel asiatique ayant magasin doit tenir sa patente constamment affichée dans l'endroit le plus apparent de son établissement. Les négociants européens auront par suite toute facilité pour connaître le cachet du négociant asiatique avec qui ils entreront en rapport ainsi que le numéro d'ordre et la date de sa déclaration, déclaration dont ils pourront obtenir aisément copie du contrôleur des contributions.

Les mesures que nous proposons plus haut ne pourraient résulter que d'un décret en tant qu'elles entraîneraient modification du décret primitif de 1892.

Les autres, n'entraînant pas modification du décret de 1892, pourraient résulter d'arrêtés locaux ou même de simples circulaires d'ordre intérieur.

Il serait intéressant, si le décret de 1892 doit être remanié, qu'il soit révisé avec soin dans toutes ses parties, comparé avec les dispositions de l'arrêt du 22 avril 1910 auquel nous avons fait allusion et qu'il soit déclaré applicable à toute l'Indochine.

Il conviendrait en outre que le nouveau texte à intervenir tranche expressément la question de savoir si, à l'égard des sociétés formées entre asiatiques, les déclarations et formalités, exigées par le décret de 1892, remplacent les publications prescrites par la loi de 1867, ou si elles s'y ajoutent.

Indiquons que, depuis quelques années, de très nombreuses et importantes firmes chinoises se sont organisées en sociétés anonymes par actions. En pareil cas, en vertu de l'article 24 de la loi de 1867, elles doivent avoir recours à un notaire français ; celui-ci, pour la publication, se conforme à la loi de 1867 et les formalités prescrites par le décret de 1892 ne sont pas accomplies. Il en serait de même pour les sociétés en commandite par actions (art. 1^{er} § 3 et 4 de la loi de 1867).

CHAPITRE XI

LES CHAMBRES DE COMMERCE CHINOISES

Dans le courant de l'année 1910, à la demande expresse du Gouvernement Chinois, une Chambre de Commerce chinoise de la Cochinchine a été créée à Cholon. Elle est composée de vingt membres élus, choisis dans les proportions déterminées parmi les différentes congrégations. Elle a pour but :

- 1° La protection des intérêts du commerce chinois ;
- 2° Le groupement et le classement des renseignements commerciaux ;
- 3° L'établissement d'un tribunal arbitral destiné à juger les différends qui lui seraient soumis.

Les statuts ont été approuvés par un arrêté du Gouverneur Général en date du 15 juillet 1910.

La création de cet organisme a soulevé une vive émotion dans le public cochinchinois, particulièrement dans la population indigène, et de violentes critiques de la part de la presse locale. Les négociants européens et la Chambre de Commerce française de la Cochinchine, bien qu'ils n'aient pas été consultés préalablement sur la question touchant cette création, n'ont pas partagé cette émotion et ne se sont pas associés à cette critique.

Depuis 1910, le fonctionnement de la Chambre de Commerce chinoise de Cholon n'a donné lieu à aucun incident

et ne paraît pas avoir exercé une influence défavorable sur le commerce européen.

Du reste, si la Chambre de Commerce chinoise tentait de sortir de ses attributions, l'Administration ne manquerait pas d'intervenir et de la rappeler à l'observation de ses statuts.

En résumé, il ne paraît pas anormal de permettre aux négociants chinois qui sont nombreux en Cochinchine et dont les affaires sont fort importantes, de se grouper pour la défense de leurs intérêts communs, de même que dans la plupart des grandes villes étrangères les négociants français se groupent pour la défense des leurs.

CHAPITRE XII

LES ADJUDICATIONS PUBLIQUES MONTS-DE-PIÉTÉ EN INDOCHINE

En abordant cette question nous sommes étonnés qu'elle n'ait pas reçu une solution radicale, vu la réponse que nous reproduisons ci-après de la part du Ministre des Colonies au Député de la Cochinchine le 1^{er} juillet 1913. Bientôt vingt-six ans se seront écoulés et les Indochinois n'ont pas encore obtenu ce minime avantage qui doit justement leur appartenir pour ne pas dire revenir. Nous notons que le fonctionnement des monts-de-piété en Indochine a été réglementé pour la première fois par un décret en date du 28/6/1913 (J. O. I. 4/7/1913). L'article 3 de ce texte prévoit que l'exploitation peut être faite en ferme ou en régie et que l'affermage a lieu dans la forme ordinaire des adjudications publiques. L'article 4 décide que seuls peuvent prendre part aux adjudications des soumissionnaires préalablement agréés par l'Administration locale et que cet agrément peut toujours être refusé, sans que l'Administration soit tenue de faire connaître les motifs du refus.

En fait, les Chinois ont toujours été agréés préalablement et admis à soumissionner. Le plus souvent ils sont adjudicataires.

A diverses reprises des démarches ont été faites auprès du Ministre des Colonies pour obtenir que seuls les Fran-

çais ou les sujets et protégés français soient admis à soumissionner et que le personnel employé par les adjudicataires soit obligatoirement composé de Français ou de sujets protégés français.

Par lettre en date du 1^{er} juillet 1913, répondant au Délégué de la Cochinchine qui l'avait saisi de cette question, le Ministre a déclaré qu'il ne croyait pas pouvoir entrer dans cette voie et exclure les Chinois soit comme adjudicataires soit comme employés salariés des monts-de-piété.

« Il est incontestable, disait le Ministre des Colonies, qu'à la phase de l'évolution où se trouvent actuellement les Asiatiques, les Chinois font preuve d'un esprit d'entreprise et d'aptitudes commerciales plus développés que les Annamites. De même que les grandes sociétés de commerce ou de banques françaises en Cochinchine principalement sont encore dans la nécessité d'avoir recours à des agents chinois, de même dans les institutions qui doivent être gérées en quelque sorte commercialement, comme les monts-de-piété, il est indispensable d'avoir un personnel bien préparé par une pratique déjà longue et des aptitudes spéciales au rôle qu'il est appelé à remplir. Il est permis d'espérer, ajoutait le Ministre, que votre vœu pourra se réaliser un jour lorsque les Annamites instruits dans nos écoles arriveront à supplanter les Chinois dans les entreprises locales. Les textes prévoient du reste que seuls seront admis aux adjudications les soumissionnaires préalablement agréés par l'Administration locale. Cette faculté que se réserve l'Administration lui permettra d'éliminer les candidats ne présentant pas les garanties nécessaires. »

Le décret du 28 juin 1913 a été remplacé par celui du 6 octobre 1916 (J. O. I. 1916). Ce décret se borne à des dispositions de principe et laisse au Gouverneur Général le

soin de fixer par voie d'arrêté tous les détails du fonctionnement de l'institution, de façon à réaliser une adaptation plus étroite de ce fonctionnement aux circonstances de temps et de lieu et au développement économique des diverses parties de l'Union Indochinoise.

En exécution de ce texte, le Gouverneur Général a pris le 20/11/1916 un arrêté encore en vigueur qui détermine les conditions d'ouverture et de fonctionnement des monts-de-piété (J. O. I. 2/12/1916).

Cet arrêté prévoit comme mode d'exploitation la régie directe, la régie intéressée et l'affermage.

Pour l'affermage, l'article 6 reproduit l'article 4 du décret de 1913, c'est-à-dire que seuls peuvent prendre part aux adjudications les soumissionnaires préalablement agréés par l'Administration locale.

L'admission des étrangers et notamment des Chinois est donc toujours possible, l'Administration ayant cependant la faculté — dont elle n'use pas — de les écarter à sa convenance.

Nous espérons maintenant qu'après avoir donné ces détails le Ministre des Colonies et le Gouverneur Général vont prendre des décisions immédiates pour interdire aux Chinois et aux autres étrangers de faire des soumissions, ce droit doit seulement appartenir aux Français et aux Indochinois. Si nous demandons cela, ce n'est pas par xénophobie mais plutôt par justice. Il est entendu que nous demandons que le même droit soit accordé aux Minh-Huong et aux Chinois qui ont opté pour la nationalité indochinoise car il y a des Chinois qui sont déjà installés depuis des siècles en Indochine et qui ne veulent plus rentrer dans leur pays.

CHAPITRE XIII

LES DÉBITS D'OPIMUM

Le régime actuel de l'opium en Indochine a été organisé par un arrêté du 18 février 1921 approuvé par décret du 7 mars 1922.

De cet arrêté il résulte que dans la colonie, l'achat, la fabrication et la vente de l'opium constituent un monopole dont l'exploitation est confiée à l'Administration des Douanes et Régies.

Titre I. — Le monopole d'achat et de fabrication est absolu et ne peut être exploité qu'en régie directe.

Titre II. — Le monopole de la vente peut être exercé soit en régie directe par l'Administration soit par tiers autorisés, fermiers et régisseurs intéressés.

Depuis le 1^{er} janvier 1904, ce sont les agents de l'Administration qui vendent de l'opium à des débiteurs de détail. Ceux-ci doivent se munir d'une licence et ont le droit d'ouvrir une fumerie. La licence est valable pour une année et doit être affichée à l'endroit le plus apparent du débit avec enseigne R. O. (Régime Opium).

Le prix de vente de l'opium par les débiteurs et le prix des licences sont déterminés par les arrêtés du Gouverneur Général. Une loi du 16 juillet 1916 a réglé pour la Métropole l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, y compris l'opium.

Titre III. — Les infractions sont punies d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 200 à 2.000 frs. L'arrêté du 12 septembre 1929 remplacé par l'arrêté du 21 décembre 1934 est venu modifier la réglementation des visites domiciliaires de nuit qui sont possibles de 18 h. 30 à 5 h. avec des formalités suivantes :

Assistance d'un officier de police judiciaire sur l'ordre d'au moins un contrôleur des Douanes et sur le rapport de deux fonctionnaires européens ou d'un fonctionnaire européen et d'un fonctionnaire indigène des Douanes et Régies.

On a demandé plus d'une fois la suppression de l'achat, la fabrication et la vente de l'opium mais vu les recettes qui s'élèvent à :

13.000.000 de frs en 1919.

8.000.000 en 1931.

4.000.000 en 1932.

Nulles en 1933 et 1934.

5.000.000 en 1935 et 1936.

8.000.000 en 1937.

Ce qui représente dans le budget général un pourcentage variant de 20 à 5/0.

Il semble que la suppression des débits et fumeries doit être considérée comme une éventualité de réalisation lointaine. Sambuc (*Condition des étrangers en Indochine*, p. 42) ne semble pas regretter ce maintien.

Le docteur Hombe de Saïgon, d'accord sur ce point avec le Docteur Legendre a montré dans une intéressante et savante revue anthropologique N. mars-avril 1919 que l'usage et même l'abus du Chan-do ne sont pas plus dangereux et sont probablement moins dangereux que l'usage et l'abus de l'alcool et des boissons alcooliques dont le commerce est de-

meuré libre en France comme aux colonies. Nous avouons que nous ne comprenons cette affirmation fortuite.

Jusqu'en 1918 les licences de débitant d'opium ont été réservées ou presque réservées aux Chinois.

Après la guerre l'Administration a pris la louable initiative d'accorder quelques licences à des veuves françaises ou à des indigènes mutilés ; mais les fumeurs presque tous Chinois ont abandonné les licences ainsi concédées pour réserver leur clientèle à des débitants de leur nationalité.

Pour remédier à un tel état de choses ne serait-il pas désirable d'organiser pour les débits d'opium une réglementation analogue à celle qui régit en France les bureaux de tabac et de réserver à des Français ou à des Indochinois lesquels par la force des choses conserveraient la clientèle chinoise.

Lors de la session au conseil colonial de la Cochinchine du mois de novembre 1919 un conseiller indigène a exprimé entre autre desiderata, le vœu que les choses soient ainsi organisées. Répondant à ce vœu le Gouverneur de la Cochinchine H. Maspéro a déclaré qu'il considérerait le désir ainsi exprimé comme très légitime et que sans tarder il mettrait la question à l'étude dans le but de faire participer plus directement les Annamites à la prospérité économique de leur pays. Si une telle réforme se réalise tant au profit des Français que des Indochinois, il est probable que, (les Français surtout, de même qu'en France les concessionnaires des bureaux de tabac) n'exploiteraient pas eux-mêmes les débits d'opium qui leur seraient accordés, mais rien ne s'opposerait à ce qu'ils confient l'exploitation de leurs débits à des indigènes.

Une proposition de ce genre ne vaut évidemment que dans le cas où l'on ne peut supprimer les débits d'opium en

Indochine. Pour notre part, nous croyons qu'il vaut mieux supprimer ce monopole car nul n'ignore les effets de ce poison. L'argument de la question financière pèse toujours, nous le reconnaissons, aussi nous proposons d'autres mesures. L'Indochine est un pays neuf, il faut chercher à l'exploiter. Nous pouvons envisager l'extraction des métaux : la création des industries, l'encouragement des indigènes à la polyculture, le développement du tourisme, etc... Les droits de douane et impôts perçus combleront facilement les quelques millions que rapporte la vente de l'opium qui est un poison. Ce serait une grande œuvre de la France en Indochine. Nous devons noter que bientôt trois quarts de siècle vont s'écouler et que le peuple indochinois attend toujours de la Métropole cette mesure salutaire pour son pays.

CHAPITRE XIV

CHEMIN DE FER DU YUNNAN

Nous avons dit, tout au début, que ce n'est qu'au point de vue économique seulement qu'a été votée la convention de 1930. On ignorait les répercussions politiques, juridiques, administratives qui ont pu découler de cette convention. Nous avons examiné précédemment plusieurs questions qui ont subi des transformations ; notre étude sera incomplète si nous n'étudions pas le chemin de fer du Yunnan qui, en ce moment de guerre, a une très grande importance.

Voici ce qu'a dit la Revue « Asia » dans son numéro d'octobre 1938 :

Le Yunnan va donc se développer comme nous le faisons déjà prévoir dans plusieurs articles où nous signalions le parti que l'Indochine pourrait tirer de la situation actuelle de la Chine. Un chemin de fer français relie en effet le port indochinois Haiphong à Yunnanfou en passant par Hanoi. Si nous savons en tirer parti, il pourra jouer un rôle considérable dans la nouvelle organisation économique des provinces de Yunnan et de Tse-Tchouan. Pour donner une idée de l'importance que prend le Yunnan, il suffira d'indiquer qu'après la chute de Changhaï beaucoup de banquiers et industriels chinois se précipitèrent dans cette province.

Le « New-York Times » écrit à son sujet : qu'il a une grande importance économique pour la poursuite de la guer-

re, et la « Prawda » de Moscou ajoute : « avant la guerre le Yunnan était considéré comme une province abandonnée. Située au fond de la Chine, le Yunnan ne subissait pas le processus de la centralisation étatique chinoise. Au point de économique le Yunnan passait jusqu'à ces derniers temps pour la province la plus arriérée de la Chine. Depuis le début de la guerre sino-japonaise l'importance de cette province au point de vue économique a considérablement grandi. Ainsi, par exemple, le plomb de ses mines est exporté à l'étranger et est échangé contre des armes. C'est pourquoi le Gouvernement Central de la Chine a porté une attention particulière à un plus grand développement économique du Yunnan. Le Comité Pan-Chinois pour les ressources nationales, la Banque Centrale et le Comité pour la construction des voies de communication sont transférés à Kung-Min, capitale du Yunnan. De nombreuses expéditions, divers instituts et services gouvernementaux ont commencé les travaux d'exploration de toutes les régions de cette vaste province. Rapidement on a établi que la province est riche en charbon et en fer. Cela a ouvert des possibilités pour la création dans le Yunnan de la grosse industrie métallurgique si nécessaire à la conduite de la guerre. Dans 22 districts on a découvert des gisements d'or dont l'exploitation d'après les données chinoises quelque peu exagérées, peut couvrir presque tous les frais que la Chine fait pour les achats d'armes étrangers. Dans tous les districts on a découvert des gisements de cuivre. De l'argent, du plomb, du wolfram, de l'asbeste on en trouve partout. Toutes ces découvertes ont été facteurs d'une poussée rapide vers un plus grand développement de l'industrie.

La situation privilégiée qu'occupe l'Indochine par rapport au Yunnan doit nous déterminer, par le chemin de fer,

à nouer des rapports entre l'Indochine et la province chinoise.

Nous voyons donc quelle est l'importance de la ligne de chemin de fer de Yunnan. Le droit de construire cette ligne allant de la frontière du Tonkin à Yunnanfou fut accordé au gouvernement français par le gouvernement chinois en 1898 en compensation des services rendus par la France à la Chine dans la guerre sino-japonaise. Le règlement franco-chinois du 28 octobre 1903, établit pour définir les conditions de constructions et d'exploitation du chemin de fer spécifiait : le tracé du chemin de fer à construire entre la frontière du Tonkin et Yunnanfou partira de Hokeou et passera par ou près de Mongtseu pour aboutir à Yunnanfou.

Un premier tracé fut étudié qui, partant de Hokeou suivant la rive gauche du Fleuve Rouge, puis la rive gauche du Sinchien, passait par Mongtseu, près de Lingnan, à Kouany. Si-Hsin, rejoignait le plus grand lac de Yunnanfou dont il suivait la rive-est jusqu'à la capitale de la province. Mais ce tracé se heurtait à de telles difficultés, notamment dans la vallée du Sinchien, couloir étroit encaissé et coupé de ravins profonds, qu'il dut être abandonné.

Le tracé actuel, dont les études furent entreprises en 1902, fut approuvé le 25 janvier 1904 par le Gouverneur Général de l'Indochine. En 1902 le Fleuve Rouge constituait la seule voie de communication entre Hanoi et Laokay, voie aussi longue que pénible, aléatoire, intermittente et coûteuse. Pour pouvoir effectuer ces transports de personnel, matériaux, matériel et approvisionnements divers au meilleur prix et dans les meilleures conditions de régularité, la Société de construction dut se créer une flottille propre « de chaloupes à vapeur, canot à pétrole, cinquante jonques annamites » qui circulaient entre Hanoi et Laokay depuis le

commencement de 1903 jusqu'au mois de février 1906, époque à laquelle le rail de la colonie reliait enfin Hanoi à Laokay.

Pendant toute la période de la construction le siège de la direction des travaux était à Mongtseu, et pour s'y rendre il n'exista, jusqu'en 1907, qu'une seule voie de communication, tant pour les voyageurs que pour les marchandises : jonque de Laokay à Manhao (durée de 8 à 30 jours suivant les crues), caravanes de Manhao à Mongtseu par une piste étroite, dallée en calcaire glissant, utilisable seulement par les piétons et les chevaux et mulets, piste qui, partant de la cote 300 à Manghao passait par la cote 2.200 pour arriver à Mongtseu à la cote 1.360 (durée 3 jours).

Les études du tracé exigèrent de tout le personnel un courage, une endurance à toute épreuve. La vallée du Namti, en particulier, était inconnue. Dans toute la partie qui va de Hokeou au kilomètre 75, la brousse épaisse des bois touffus, des forêts de bambous impénétrables ne permettaient l'avancement des brigades que par le coupe-coupe et le feu. Le passage de chaque rapide constituait un véritable problème. Les difficultés du même ordre, atténuées toutefois par un climat meilleur, se rencontrèrent sur les rives du Pataho et du Tatchanho (où parfois des troupes de singes lapidaient les opérateurs), ainsi que dans le déversoir. 250 agents européens étaient répartis tout le long de la ligne.

Tant que les brigades durent se déplacer refaisant jusqu'à trois et quatre fois un même parcours pour trouver le tracé le meilleur, les conditions de ravitaillement et d'habitation étaient des plus précaires et, dans le Nam-Ti, la maladie (paludisme surtout) décimait les services. A ce point de vue, la situation ne s'améliora qu'à partir de 1905, époque

à laquelle, les études sur le terrain étant terminées, le personnel put se stabiliser relativement et s'installer un peu confortablement dans les logements plus sains qu'on était parvenu à construire.

La question la plus angoissante fut sans contredit celle du recrutement du personnel et de la main-d'œuvre.

En ce qui concerne le personnel technique et les entrepreneurs, ce n'est qu'en 1906 que les cadres furent à peu près remplis et suffirent à la tâche. 929 agents et entrepreneurs passèrent à la construction alors que le maximum d'agents occupés simultanément n'a été que de 400 en 1906.

Mais de toutes les difficultés, si nombreuses et si compliquées, dont la solution dut être trouvée, celle du garnissage des chantiers fut la plus importnate. Il fallut que la Société fasse venir d'Europe, à ses frais, les chefs de chantier et les conducteurs de travaux. C'est ainsi que le Yunnan finit par être pourvu de 1.000 à 1.200 chefs de chantiers, la plupart italiens. C'est avec ce nombre relativement restreint de spécialistes que fut formée et conduite une population ouvrière asiatique qui a compté jusqu'à 48.000 hommes, travaillant simultanément sur les 465 kilomètres de la ligne.

En ce qui concerne cette main-d'œuvre, la question s'est présentée sous des aspects très différents suivant que l'on considère la partie comprise au-dessous de l'altitude 1.000 (kil. 0 à 130) ou la partie située au-dessus de cette altitude et correspondant au plateau yunnanais. Dans cette dernière région, le pays est sain et nourrit une population assez abondante ; aussi n'avait-on à l'origine aucune appréhension de la main-d'œuvre et effectivement, en décembre 1906, on est parvenu à rassembler sur cette partie de la ligne jusqu'à 25.000 hommes.

Dans la vallée du Nam-Ti, les choses n'allèrent pas aussi bien. Certes des villages assez nombreux existent bien sur les montagnes environnantes, mais aucun d'eux ne se trouve à une altitude inférieure à 1.200 mètres. Les habitants connaissaient les dangers que présentait pour eux le séjour dans la vallée et ne s'y risquaient que pendant l'hiver et contre des salaires élevés. En 1904, on ne parvint pas à réunir plus de 2.000 hommes de ces villages ; ce fut le maximum de l'apport local.

Il fallut donc recruter à l'extérieur et, dès 1903, des instructions furent données dans ce sens.

C'est aux habitants des provinces méridionales de la Chine qu'on s'adressa tout d'abord, les pensant mieux adaptés au climat du Nam-Ti. Les premiers recrutements tentés en juin 1903 furent faits au Kuang-Si, notamment à Long-Tchéou. Ils portèrent sur 1.500 hommes. Ces premiers essais se heurtèrent au gros obstacle que constituait alors le parcours de Hanoi à Lao-Kay. A cette époque, les chantiers du chemin de fer construit par l'Indochine étaient en pleine activité entre Yèn-Bai et Lao-Kay. Tout comme dans le Nam-Ti, on y manquait de main-d'œuvre et les tâcherons ne laissèrent pas échapper l'aubaine qui se présentait à eux au passage. Aussi, sur les 1.500 hommes recrutés, un millier tout au plus parvint à Hokéou. Il fallut trouver autre chose.

Un recruteur fut envoyé à Pakhoi et, à titre d'essai, expédia 300 coolies, qu'on dirigea de Yen-Bay à Lao-Kay par jonques. Cela n'empêcha pas les débauchages en cours de route et presque tous les coolies désertèrent les jonques qui arrivèrent à peu près vides à destination.

Devant ce nouvel échec, on décida de tenter le recrutement dans une région où, pour gagner les chantiers de Nam-Ti, on n'aurait pas à traverser ceux des Travaux Pu-

bliques de l'Indochine, le long du Fleuve Rouge. Un agent fut envoyé dans la région est, à peu près à la frontière sino-tonkinoise et il réussit à en ramener 1.800 coolies. La plupart désertèrent encore. Toutefois ce recrutement eut l'avantage de faire connaître les chantiers du Nam-Ti, dans le pays situé à dix et douze jours de marche vers l'est, jusqu'à Cao-Bang. Plus tard, en 1905 et 1906, un courant assez suivi provenant de cette région se dessinera et permettra de garnir finalement les chantiers entre les kilomètres 30 et 40.

En mars 1904, nouvel essai de provenance du Kouang-Si. D'après le contrat, les coolies sont livrables à Hokéou même. 2.000 coolies, sur 3.000 envoyés, arrivent à destination. Mais de nouveau ils s'enfuirent pour la plupart, attirés par les meilleures conditions que leur faisaient encore les tâcherons de Yen-Bay - Lao-Kay, qui n'avaient pas ainsi de frais de recrutement à payer. Il fallait absolument, sous peine d'échec complet, sortir de cette impasse.

C'est alors que la Société s'adressa à une maison française de Tchong-King, au Se-Tchouan, qui, d'octobre 1904 à mars 1905, expédia 4.340 coolies. Le résultat fut des plus médiocres. On avait recruté des pousseurs, des mendiants, dans les rues des grandes villes, et on n'obtint que des coolies paresseux, impossibles à conduire.

A la même époque, un des anciens ingénieurs du Chemin de fer de Pékin à Hankéou vint proposer à la Société de lui amener de Tien-Tsin 12.000 coolies qui, point particulièrement intéressant, avaient déjà travaillé sur la ligne Pékin-Hankéou et sur les lignes de Mandchourie. On accepta jusqu'à concurrence de 6.000 coolies. Grâce aux mesures prises, ils arrivèrent tous à Ho-Kéou. Les coolies tien-tsinnois étaient pour la plupart de beaux gaillards, solides et sains. On eut tout de suite l'impression que le problème était ré-

solu. En effet, des cubes considérables de terrassements furent enlevés en quelques semaines. Mais la terre était, en somme, assez rare dans le Nam-Ti ; les couches rocheuses apparurent rapidement, il fallut miner. On se heurta à un refus catégorique et absolu des Tien-Tsinois qui, redoutant d'éveiller la colère des génies, refusèrent également de s'occuper des tunnels et des maçonneries, de sorte que, en mars 1905, il ne restait plus de travail à la convenance de ces messieurs. Des pourparlers interminables eurent lieu, on chercha mille combinaisons pouvant les satisfaire ; ils demeurèrent pour la plupart intraitables. On dut, pour leur donner satisfaction dans la mesure du possible, en répartir une partie dans la plaine de Mongtseu entre les kilomètres 180 et 195. Les travaux de cette région, peu importants, ne pouvaient en occuper qu'un faible contingent. 1.000 coolies partirent pour le nord ; les uns trouvèrent du travail, d'autres périrent de misère, quelques-uns, enfin, eurent le courage de gagner Tien-Tsin à pied. Leur passage à travers la Chine fut une débandade regrettable que, cependant, la Société avait tout fait pour empêcher.

2.500 coolies tien-tsinois étaient restés dans le Nam-Ti. Leur sort fut plus déplorable encore. Une épidémie — dont on ignore la nature — les décima en avril et mai 1905 : 7 à 800 périrent. Les autres, remontés sur le plateau, absolument réfractaires aux travaux autres que ceux de la terre, subirent le sort de leurs premiers camarades.

Un petit contingent de 500 hommes environ surnagea néanmoins dans cette débâcle et termina la campagne jusqu'au bout. Les espérances que ce coûteux recrutement avait fait entrevoir étaient donc renversées, elles aussi.

Parallèlement au recrutement des coolies tien-tsinois, on avait préparé, à Hong-Kong, un recrutement de Canton-

nais. Un traité en règle, inspiré par un ingénieur anglais de Hong-Kong, fut passé avec un entrepreneur chinois, Ho-Wing-Chéong, pour l'exécution des travaux entre les kilomètres 0 et 74,500. Celui-ci s'était engagé à recruter et à amener sur les chantiers 4.000 coolies, dont 20 % d'ouvriers spécialistes (maçons, tailleurs de pierre, etc...). Les premiers coolies arrivèrent bien, en novembre 1904. Ho-Wing-Chéong envoya ainsi exactement 2.524 coolies. Puis les convois cessèrent ; lui-même ne parut jamais sur les chantiers, laissés aux soins de sous-ordre incompetents. En l'absence de toute direction, les chantiers languissaient et il fallut bientôt résilier un marché que l'entrepreneur chinois était manifestement incapable d'exécuter. L'essai loyal et coûteux de la méthode par les tâcherons chinois aboutissait, lui aussi, à de nouveaux déboires et les chantiers restaient déserts et abandonnés .

En résumé, à la fin de 1904 et au commencement de 1905, la situation des chantiers du Nam-Ti était la suivante :

du km. 0 au km. 15, résidu du recrutement Ho-Wing-Chéong : 600 hommes environ ;

du km. 16 au km. 22, 1.200 coolies de Tien-Tsin travaillaient encore ; ils se débandaient en moi ?

du km. 22, il fallait aller jusqu'au km. 88 pour retrouver des chantiers et quels chantiers ! 300 hommes au maximum s'y trouvaient réunis :

du km. 92 au km. 104, où il y avait tant à faire, l'entrepreneur n'avait pu réunir que 600 hommes ;

du km. 104 au km. 130, on avait eu 3.500 Tientsinois au travail ; 400 étaient morts, 2.300 avaient pris la fuite, et ce chantier si chargé ne disposait plus que de 800 ouvriers.

La situation devenait intolérable et extrêmement critique. Les entreprises du Nam-Ti avaient terminé leur orga-

nisation ; elles disposaient d'un nombreux personnel européen payé fort cher et en nombre suffisant pour diriger 25.000 ouvriers. Sur le haut plateau yunnannais, tout était prêt de même pour pousser vigoureusement les travaux. La Société avait des frais généraux considérables et, faute de main-d'œuvre, faute de moyens de la transporter et de la ravitailler en toute sécurité, tout cela restait improductif et grevait l'entreprise de charges qu'il allait devenir rapidement impossible de supporter davantage. L'avenir apparaissait gros de menaces.

On prit alors des mesures nouvelles pour provoquer l'afflux indispensable des coolies. On s'adressa à différents centres, des missions furent envoyées à Canton, à Ning-Po. Mais là, les autorités locales mirent des entraves sérieuses aux opérations de recrutement et c'est à peine si, entre Canton et Hong-Kong, on put rassembler 800 hommes, à Ning-Po 1.055 hommes, ces derniers fort mauvais et dont plus de la moitié s'enfuirent des chantiers dès leur arrivée. On essaya de recruter à Fou-Tchéou ; les coolies ne voulaient travailler qu'en hiver et devaient être rapatriés fin avril. Le résultat fut lamentable.

C'est alors qu'on essaya le recrutement annamite. De décembre 1905 à mars 1906, 7.500 Annamites vinrent contribuer au peuplement du Nam-Ti. La production était médiocre, surtout pour les gros travaux ; le rendement n'atteignait que la moitié environ de celui des coolies du Kouang-Si. De plus, c'était une main-d'œuvre délicate et qu'il fallait suivre de très près. Malgré cela, les Annamites rendirent des services appréciables.

L'appoint le plus sérieux fut donné par les gens du Kouang-Si. Avec l'arrivée du rail indochinois à Lao-Kay, bien des conditions défavorables avaient disparu. Fin mars

1906, 1.200 hommes environ arrivèrent du Kouang-Si et furent répartis sur les chantiers. C'est cet appoint sérieux qui détermina la mise en marche définitive.

A partir de 1906, le recrutement s'effectue d'une façon régulière, tant au Tonkin qu'au Kouang-Si. Toutes les fois que l'effectif fléchit, notamment pendant l'été, on a recours à de nouveaux recrutements qui, effectués dès le retour du temps sec, en octobre, donnent régulièrement la quantité de main-d'œuvre dont on a besoin. La mauvaise passe est enfin franchie.

Un chemin de service avait été construit, dans des conditions souvent extrêmement pénibles, pour permettre le transport du matériel, des matériaux et du ravitaillement. Dans le Nam-Ti 8.000 bêtes de somme étaient employées à ces transports, dont 5.000 uniquement utilisées pour le transport du riz. Sur le plateau, le même service exigeait 4.000 bêtes de somme, péniblement recrutées aux confins de la province, qui allaient et venaient par le fameux chemin de service. Bien entendu, au fur et à mesure de l'avancement du rail, l'effectif des chevaux diminuait, en même temps d'ailleurs que celui des ouvriers à nourrir et à outiller.

Aux difficultés techniques de toutes sortes rencontrées par la Société de construction vinrent s'ajouter, entravant encore les travaux, les difficultés d'ordre politique.

Troubles de 1903. — En mai 1903, des mineurs de Ko-Kiéou se révoltent et s'avancent sur Mong-Tseu. Tous les Européens en résidence à Mong-Tseu, répondant à l'invitation des autorités locales, s'arment, fortifient les concessions et se préparent à la résistance. Après quelques jours passés sur le qui-vive, on apprend que les révoltés se dirigent sur Lin-Ngan. Pendant que ces événements se déroulaient à Mong-Tseu, les Européens répartis sur la ligne avaient à

souffrir des procédés malveillants des populations, à tel point que le Consul de France à Yunnanfou, d'accord avec les autorités provinciales, avait décidé de concentrer les Européens dans la capitale. Ce fut une première et complète désorganisation des chantiers et lorsque, la révolte réprimée, les études purent être reprises et les entreprises réorganisées, il fallut un certain temps pour retrouver le calme matériel et moral et réparer les conséquences de cette perturbation.

Troubles de 1908. — Les mesures étaient prises pour l'achèvement complet des travaux d'infrastructure dans le Nam-Ti avant le fort de l'été 1908, quand, le 30 avril, une insurrection éclata à Ho-Kéou. Ce jour-là, la petite ville de Ho-Kéou était brusquement envahie par une bande de 300 hommes armés qui se proclamaient réformistes et voulaient renverser la dynastie régnante. Ce mouvement, a-t-on prétendu, partait du Kouang-Si. La petite garnison chinoise de Ho-Kéou se rendit sans coup férir et passa aux révolutionnaires. Seul, le To-Pan (commissaire de la frontière) essaya bravement de résister. Son yamen fut forcé ; lui-même, après avoir refusé la vie sauve que lui offraient les insurgés, fut fusillé, puis décapité. Ceux-ci dessinent alors une marche vers Mong-Tseu et Yunnanfou, en empruntant la voie ferrée. Mais les autorités chinoises se sont ressaisies. Après quelques combats dans le bas Nam-Ti, notamment au km 45, Ho-Kéou est repris et le calme renaît fin juin. Les chantiers du bas Nam-Ti étaient alors en pleine activité, 15.000 coolies y travaillaient. Troublés par les bruits sinistres venant de Ho-Kéou, les hommes originaires du Kouang-Si ; craignant de se voir suspectés par les autorités yunnanzaisres de sympathiser avec l'insurrection, s'affolèrent brusquement à la suite de quelques mesures de police pri-

ses contre eux et désertèrent en masse les chantiers. Ce fut véritable désastre pour la compagnie. Il fallait, en effet, abandonner l'espoir de terminer les Travaux du Nam-Ti avant la saison des pluies de 1908 ; on dut suspendre la pose de la voie. La conséquence fut un retard net de 6 mois ; c'est seulement après la saison des pluies que les chantiers purent être reconstitués, mais dans des conditions d'activité bien inférieures à ce qu'elles étaient en avril. Aussi l'achèvement, au lieu d'être terminé en 2 mois, traîna-t-il tout l'hiver 1908, 1909, au grand préjudice de la construction.

En dépit du nombre considérable et de l'importance des difficultés de toutes sortes rencontrées, grâce à des travaux formidables ayant coûté la vie à une centaine d'Européens et à plus de douze mille indigènes, la première locomotive atteignait Yunnanfou le 30 janvier 1910.

Le prix total de la construction a été de 101 millions de frs. Sur cette somme, l'Indochine a offert 25.000.000 de frs. Dans l'ensemble on a enlevé 16 millions de m³ de terrassement, édifié 2.000 ouvrages d'art, représentant 750.000 m³ de maçonnerie. On a creusé 154 tunnels d'une longueur de 16 km. en construisant 100.000 mètres de revêtement maçonnés. La ligne Haiphong Yunnanfou a une longueur totale de 848 km. divisés en deux parties :

1° La ligne Haiphong à Lao-Kay 384 km. commencée en 1899 a été terminée en 1908.

2° La ligne Lao-Kay à Yunnanfou 464 km. a été terminée le 30 janvier 1910.

Nous notons que la Chine a le droit de revendiquer cette ligne après 80 ans.

Au point de vue économique cette ligne a une très grande importance. Voici les quantités de marchandises qui ont été transportés par cette ligne durant ces dernières années :

en tonnes.

1926	1930	1931	1933
324.355	280.933	244.445	257.871

Avec la guerre le trafic est beaucoup plus élevé. Jusqu'ici les recettes pour le transport des voyageurs ont toujours été nettement supérieures à celles du transport des marchandises car la ligne de chemin de fer du Yunnanfou est une ligne qui sert pour le transit.

Depuis le 1^{er} janvier 1930, les marchandises qui ne font que transiter par l'Indochine ne sont plus comprises dans le commerce général et font l'objet des comptes particuliers.

Le port de Haiphong a joué un rôle de transit très important pour presque tout le commerce extérieur du Yunnan ainsi que pour une partie du Kouang-Si et Kouang-Tong.

Le commerce de transit se divise en deux parties :

1° Le transit montant, c'est-à-dire de l'extérieur vers la Chine.

2° Le transit descendant, c'est-à-dire de la Chine vers l'extérieur.

Le transit montant est beaucoup plus important que le transit descendant car sur 440.000.000 de francs de recettes, il y a 280.000.000 pour le transit montant.

Les principales marchandises de transit sont :

Fils de coton.

Tissus de coton.

Papier mécanique.

Teintures.

Porcelaines.

Farine de froment.

Piles électriques.

Parfumerie.

Bonneterie.

Nous donnons ci-joint quelques chiffres sur les recettes obtenues par cette ligne :

Indochine-Yunnan :	1932	5.937.000 francs.
—	1935	4.977.000 francs.
Yunnan-Indochine :	1932	4.977.000 francs.
—	1935	21.047.000 francs.

CHAPITRE XV

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA CHINE ET L'INDOCHINE

Les relations commerciales entre la Chine et l'Indochine remontent à une haute antiquité puisque l'Indochine était une ancienne colonie chinoise. Après les guerres d'indépendance (X^e siècle) il y avait encore des commerçants chinois au Tonkin, au sud de l'Annam et au Cambodge.

Avant la deuxième moitié du XVI^e siècle où les commerçants européens arrivèrent en Indochine, le roi de Cochinchine d'après Christoforo-Borri avait permis aux Chinois le choix sur ses terres d'un lieu commode pour bâtir une ville où auraient lieu les foires. Cette ville s'appela Fai Fo (centre de l'Annam actuel) elle se trouve divisée en deux quartiers distincts, l'un Chinois, l'autre Japonais, régis chacun par un gouverneur. L'ouverture de la période des échanges dans cette ville coïncidait à peu près avec l'époque du nouvel an chinois. Les indigènes prirent l'habitude d'y apporter les produits du pays : soie grège, bois d'ébénisterie, sucre, cannelle, poivre, riz, etc...

Les navires chinois y arrivaient chargés de porcelaine, de papier, de thé, de pièces d'argent, de soufre, de salpêtre, d'étain, etc...

Les opérations duraient environ sept mois. L'entrée et la

sortie des navires étaient frappées de droits assez considérables.

Jonques de Changhai et du Kouang-Tong, 3.000 ligatures à l'arrivée et 300 au départ.

Jonques de Phuc-Kien, 2.000 à l'entrée et 200 au départ.

Pour les navires européens le tarif est plus élevé, 8.000 ligatures à l'entrée et 800 à la sortie.

Au XVIII^e siècle Fai-Fo restait le centre commercial de l'Indochine. Il y avait à ce moment 6.000 commerçants chinois. Les marchandises importées de Chine étaient le cuivre, le thé, la porcelaine, la soie brochée, les drogues, les peintures, les toiles etc...

Les Cochinchinois se contentèrent longtemps des marchandises étrangères que les Chinois leur apportaient. Ceux-ci de leur côté emportaient en retour vers la Chine de l'or, de l'ivoire, de l'aréc, du bois de teinture, du poivre, du poisson salé, des nids d'hirondelle, des cornes de rhinocéros, de la gomme goutte etc...

C'est à partir de la fin du XIX^e siècle où la France s'est établie en Indochine que le commerce entre la Chine et l'Indochine devint plus important. En effet elle a demandé en 1883 à la Chine d'ouvrir au commerce des villes du Yunnan : Montseu, Manhao, Ho-Kéou, Lang Tchéou. Elle améliore les voies de communications intérieures et extérieures, aménage des ports maritimes.

Nous reproduisons ci-joint le nombre de paquebots qui font le trafic entre les deux pays.

Notons d'abord que durant ces dernières années le trafic a très augmenté car 4 bâtiments seulement effectuaient le service régulier entre Hong-Kong - Kouang-Tchéou-Wan, Kouang - Tchéou-Wan-Haiphong. En ce moment on peut citer

le Jochow, le Yunna, le Soo-Chow, le Szechwan, le Jean Dupuis, le King-Yuan, le Tai-Sang et Wing-Sang.

1. — *Long cours.*

	Entrée	Sortie	Total
	—	—	—
Vapeurs	1.190	1.186	2.376
Voiliers	391	596	977
	—	—	—
Totaux	1.581	1.782	3.253

2. — *Cabotage.*

	Entrée	Sortie	Total
	—	—	—
Vapeurs	10.049	9.891	19.940
Voiliers	40.785	42.249	83.034
	—	—	—
Totaux	50.834	52.140	102.974

Après le trafic, nous donnons les chiffres des relations commerciales entre les deux pays :

1* — *En poids.*

Avant l'arrivée des Français	383.000	taels
1893	1.469.000	—
1913	6.670.000	—
1917	125.000	tonnes
1933	257.871	—
1935	723.294,6	—
1936	419.185,2	—
1937	459.483,1	—

2° — *En valeur.*

Importations

(Mille francs)

Marchandises	1934	1935	1936
—	—	—	—
Etain	14.182,7	18.940,1	30.770
Soies grèges	6.719,3	14.280,7	19.611,3
Papiers	3.627	3.981	5.296,5
Tissus de coton	3.184,2	3.090,9	3.724,6
Coton égrené	163,9	12.314	5.116,2
Vermicelles chinois	2,5	1.489,1	3.702
Autres articles	10.104,8	16.627,6	22.017,2
Totaux	38.484,4	70.723,4	90.241,8

Exportations

Riz et dérivés	30.039,9	175.938,4	25.157,7
Houille	10.023,2	8.332,6	12.336,2
Caoutchouc	163,9	2.414,6	6.330,2
Ciment	1.811,8	2.659,4	638
Métaux	737,8	140,4	1.185,5
Autres articles	6.482,7	7.832,3	5.438,9
Totaux	58.259,3	197.317,7	51.086,5

En regardant ces chiffres, nous constatons que :

Les progrès du commerce d'importation sont significatifs. L'accroissement des achats de soies grèges, des tissus de coton, des vermicelles chinois et du poste (autres articles) destinés essentiellement à la consommation indigène prouvent la reconstitution du pouvoir d'achat de la population indochinoise.

Par contre les chiffres du commerce d'exportation ne sont guère encourageants.

En 1935, les excédents des Exportations sur les Importations sont de 126.594,3 mille francs.

En 1936, c'est-à-dire un an après l'application de la convention, il y a déficit car l'excédent des importations sur les exportations est de 39.152,5 mille francs.

Ces chiffres doivent nous montrer que les avantages économiques qu'on espère tirer de la convention ne sont pas réalisables.

Nous espérons que la France va bientôt dénoncer la convention de 1930 pour en négocier une autre car la première est très ruineuse. Nous souhaitons que des Indochinois puissent participer à la négociation du prochain traité car c'est leur intérêt qui est en jeu et demandons des relations commerciales plus larges entre la France et l'Indochine.

CONCLUSION

A la fin de notre étude, nous pouvons dégager plusieurs idées générales.

Les immigrants chinois ont joué et jouent encore un rôle très appréciable dans l'économie indochinoise principalement dans le commerce. Nous ne sommes nullement contre eux, au contraire, nous demandons que les premiers émigrés soient assimilés aux indigènes.

Le régime des congrégations est un excellent régime qu'on doit maintenir pour faciliter la surveillance et le contrôle d'une population nombreuse jouissant d'un régime de faveur, faveur accordée par les empereurs annamites et conservée par les Français.

D'après les ordonnances de Minh-Mang, les Minh-Huong sont considérés comme des indigènes mais vu que la Chine est un pays indépendant et que le nôtre est une colonie et qu'il est naturel que les hommes préfèrent être citoyens d'un pays libre que colonisés, nous laissons aux minh-huong la liberté d'opter. Une fois, qu'ils ont opté pour la nationalité chinoise ils profiteront des avantages et subiront des conséquences. Nous connaissons des minh-huong qui pour passer des concours prennent la nationalité annamite mais diront qu'ils sont Chinois quand ils auront des obligations à remplir.

Nous ne pouvons accepter de pareils truchements et demandons une solution nette.

Nous protestons énergiquement contre l'immixtion des Chinois dans les affaires intérieures d'Indochine, notamment en ce qui concerne les débits d'opium, les monts de piété, etc... Nous dégageons notre responsabilité comme nous avons dit précédemment des difficultés qui pourront se produire de l'établissement des consulats chinois en Indochine. Par contre nous souhaitons de meilleures relations commerciales entre l'Indochine et la Chine. Nous espérons que la France va bientôt construire l'autre ligne de chemin de fer Vientiane-Yunnanfou, en passant par Hanoi, car les voies de communications entre les deux pays ne sont pas encore suffisantes.

Nous répétons que la convention de 1930 a été très néfaste, les conditions politiques, administratives, juridiques, économiques des Chinois ont complètement changé, nous espérons que la France va bientôt dénoncer la dite convention pour négocier un autre traité où des Indochinois pourront participer car c'est leur intérêt qui est en jeu.

Les avantages économiques qu'on espérait tirer de la convention n'ont pas été réalisés car en 1936, c'est-à-dire un an après l'application de la convention, l'excédent des importations sur les exportations est de 25 millions 377.000 frs. En 1935 l'excédent des exportations sur les importations était de 126.594.300 francs.

Ces chiffres nous montrent amplement les résultats découlant de la convention et nous dispensent de commentaires.

VU LE MANUSCRIT :

Le Président,

G. GIDEL.

VU : Pour le Doyen,

L'Assesseur,

G. GIDEL.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- DUMAREST. — Les monopoles de l'opium et du sel en Indochine. Lyon, 1948. 252 p.
- BOURDON. — Le redressement économique en Indochine. Lyon. 508 p.
- TCHANG-CHAO-YUEN. — L'évolution de la vie constitutionnelle de la Chine. Paris. 190 p.
- CAMERLINCK. — Cours de droit civil annamite. 1938, Imprimerie d'Extrême-Orient. 386 p.
- BERNARD. — Les échanges commerciaux de l'Indochine avec la Chine. Paris. 22 p.
- DOUMER. — Situation de l'Indochine (2 vol.). Librairie Schneider, Hanoi. 1^{er} vol. 550 p., 2^e 483 p.
- DELAMARRE. — L'émigration et l'immigration en Indochine. Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoi. 52 p.
- COLAS. — Relations commerciales entre la France et l'Indochine. Paris, 160, rue Saint-Jacques. 336 p.
- SIEFERT. — La question tonkinoise avant et après le traité avec la Chine. Paris, passage Choiseul. 54 p.
- TOUZET. — Théorie du régime législatif en Indochine. Paris. 82 p.
- PHAM VAN TRUONG. — Le Code Gia-Long. Thèse, Paris 1922.
- SAMBUC. — De la condition juridique des étrangers en Indochine. Paris, 36, rue Laffitte. 56 p.
- LAFARGUE. — L'immigration chinoise en Indochine. Thèse, Paris 1909. 382 p.
- PASQUIER. — L'Annam d'autrefois. Paris 1907. 338 p.

- MARTY. — La codification tonkinoise. 1918, Hanoi.
- VUONG QUANG NHUONG. — Les conflits des lois en Indochine.
Thèse, Paris 1930.
- GANTER. — Recueil de législation en vigueur en Annam et
au Tonkin.
- DELOUSTAL. — Recueil des principales ordonnances royales.
Hanoi 1903.
- TRUONG VINH KY. — Cours d'Histoire d'Annam. Imprimerie
du Gouvernement, Saïgon 1879.
- SCHREINER. — Abrégé de l'Histoire d'Annam. 3, rue de
Bang-Kok, Saïgon 1906.
- SILVESTRE. — Considérations sur l'étude du droit annamite.
Paris 1901, 114, rue de Provence. 315 p.
- CREMAZY. — Le Code Pénal de la Corée.
- SEOUL. — The Seoul Press. Hodge and C^o Printed. 8^e année.
Koang-Man 1904.

OUVRAGES DIVERS

- MAUNIER. — Cours de législation coloniale. Licence et doc-
torat, 1936-1937.
- LO-HOAI. — La nouvelle législation chinoise. Thèse, Paris
1932.
- CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit civil. Paris 1923.
- SOLUS. — Traité de la condition des indigènes en droit privé.
- ROLLAND et LAMPIRÉ. — Précis de législation coloniale. 1930.
Législation et finances locales. 1930.
- HU-YANG-MING. — Etude philosophique et juridique de la
conception des Ming et des Peü dans le droit
chinois. Thèse, Paris 1932.
- RIPERT. — Cours de droit commercial. 1936.
- ESCARRA. — Le droit chinois.

CODES CONSULTES

Code Civil français.

Code de Commerce.

BOURAYNE : Code Civil annamite ou Lois annamites disposées d'après le Code Civil français.

Code des Le, DELOUSTAL : Là justice dans l'ancien Annam.
Befeo 1928.

Code Judiciaire de l'Indochine. MICHEL.

Code au Tonkin. 1931.

Codes Cambodgiens. 1898.

Codes Laotiens. 1908.

Code Civil de la République Chinoise. 1931.

RECUEILS DE JURISPRUDENCE

DARESTE : Recueil de législation de doctrine et de jurisprudence coloniale.

LASSERRE : Recueil de jurisprudence.

Journal judiciaire de l'Indochine.

PENANT : Recueil général de jurisprudence de doctrine et de législation coloniale. Ancienne tribune des colonies.

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

(Atelier et Direction)

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal — PARIS (1^{er})

